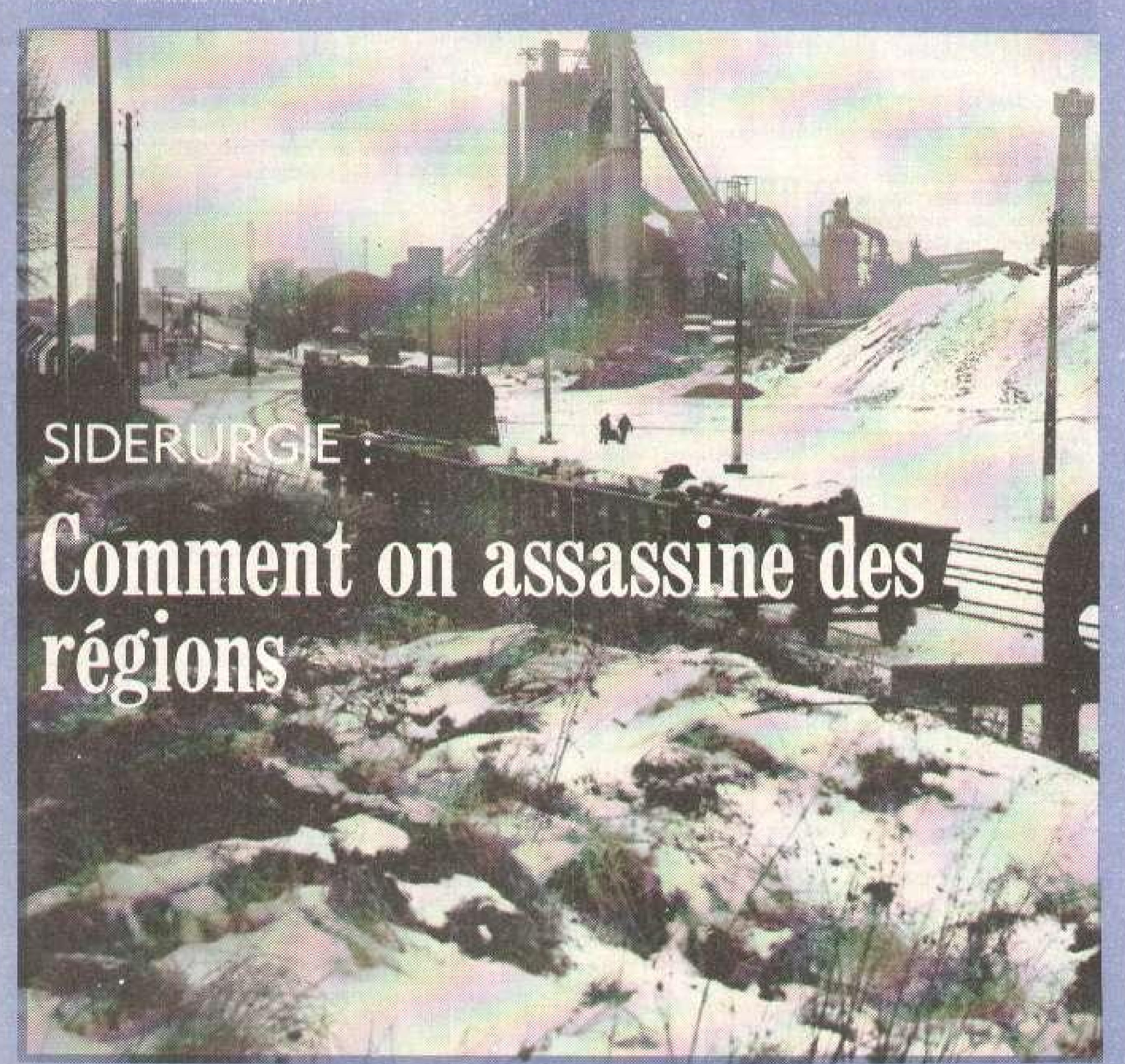
l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

No 46 du 24 janvier au 8 février 1979

SUPPLEMENT A L'HUMANITE ROUGE No 1-015

URSS
Les Kehayan nous parlent



SIDERURGIE :

Comment on assassine des régions



Les lecteurs ont la parole

Et les femmes ?

Les articles sur les luttes, les problèmes des femmes sont trop rares. A quand une véritable rubrique « Femmes » à périodicité régulière ? C'est un manque qui nous est souvent reproché.

Une lectrice de Tours

Le Comité de rédaction est conscient de la faiblesse des articles sur les luttes spécifiques des femmes, de leur condition de vie. Nous envisageons une rectification dans les numéros à venir.

Nous sommes médecins

Notre situation professionnelle est un peu particulière ; nous sommes médecins et si mon mari continue à l'hôpital pour l'instant, je me suis « installée » en libérale comme médecin généraliste.

Est-ce qu'il y a d'autres camarades qui vivent cette expérience ?

Il faut absolument en discuter avec eux car c'est une voie pas très facile pour respecter notre idéal politique.

Que doit-être un médecin généraliste marxiste-léniniste ? Nous commençons à avoir des idées là-dessus mais c'est bien incomplet.

Lorient

Depuis bien longtemps, le comité de rédaction envisage de publier un dossier à propos de l'exercice de la médecine. Nous n'avons pu réaliser ce projet jusqu'à ce jour. Nous l'envisageons pour un numéro futur. Que les camarades qui disposent d'éléments et de réflexions sur ce sujet les communiquent à la rédaction du journal.

1res réponses au questionnaire

« Je n'ai pas tellement l'habitude d'écrire pour critiquer le journal, plus par négligence, mais je me décide cette fois, surtout que je n'ai pas tellement apprécié le No 44 de l'Humanité rouge bimensuel.

1) Le titre, je ne l'ai pas trouvé très heureux : « Démaoïsation ou retour à Mao ».

2) Je trouve vraiment qu'il y en avait un peu trop sur « Mao » et sur la Chine. De plus, le No 40 était déjà sur la Chine.

— Pourquoi ? Peut-être parce que l'ensemble était trop serré, dû à une mauvaise présentation.

— Bien que le contenu soit intéressant, ça n'attirait pas tellement à la lecture.

Les dossiers, c'est bien, mais il faut faire très attention à la présentation, surtout pour le bimensuel (sans négliger le quotidien pour autant) qui se vend plus aux contacts.

De ce côté-là, je crois que l'effort fait pour le quotidien en est l'exemple.

Actuellement, je préfère lire le quotidien que le bimensuel.

Une bonne chose : les articles télévision.

Salut fraternel.

Un camarade ouvrier électricien

Je réponds au questionnaire du bimensuel :

— Il semble que le texte est bien aéré à première vue.

— Par exemple, l'article sur la Tchécoslovaquie fait d'anecdotes montre très bien la situation dans ce pays, mieux qu'avec un très long article.

— Je pense que le bimensuel peut servir d'outil en tant que tel, chiffres à l'appui, carte géographique, photos.

— Par contre, l'article sur l'armée, ne nous montre qu'une seule armée en France. Mais il y a trois armes. Terre, air, mer. Et les conditions des deux dernières ne sont jamais expliquées. Peut-être que ce sont des armes de privilégiés ? Et pourtant la lutte y augmente, surtout de la part des engagés sous-off ou off subalternes.

Je suis très favorable au développement du front culturel.

Rubrique à développer : le cinéma et le théâtre.

Éventuellement, je pourrais participer à un dossier sur tous les thèmes que j'ai énumérés dans ma lettre. Je vous promets un article sur les ouvriers agricoles du domaine de INRA du Haras du Pin avec de nombreuses photos.

Age : 22 ans

Profession : vacher (ouvrier agricole).

Amitiés fraternelles

Salut,

Voici les réponses au questionnaire : j'ai 19 ans, étudiant.

J'apprécie beaucoup la formule d'un dossier, mais de douze pages. Les thèmes: l'écologie, les luttes sociales, tout ce qui touche les Français de près. Je suis même très favorable au front culturel surtout si l'on trouve des sélections de films et de livres. Je serais interessé en ce qui concerne ma participation à la réalisation d'un dossier même à une rubrique régulière si ceux-ci concernent l'arrondissement de Dunkerque. Ce seraient les luttes ou bien pour le dossier jeunesse.

Dunkerque.

---

camarades

Nous publions avec ce numéro quelques réponses significatives de lecteurs qui nous montrent que nous sommes dans la bonne voie. Dans le prochain numéro nous réservons une grande place aux réponses aux questionnaires. Déjà plusieurs nous sont parvenues et apportent beaucoup d'éléments de réflexion. Cela nous aide à tirer le bilan et nous encourageons nos lecteurs à poursuivre dans ce sens. Nous avons un grand besoin de collaborateurs spécialisés dans une question comme nous l'indique le camarade salarié agricole du Haras du pin ou le camarade de Dunkerque. Nous retenons leurs propositions. Pour le prochain numéro, nous retenons l'article sur les conditions de vie et de travail dans le domaine de l'INRA.

RECTIFICATIF

Dans le No 45 du bimensuel une inversion de paragraphe a rendu incompréhensible le début de l'interview de trois responsables CFDT de Denain. Page 11 (1er paragraphe). Nous nous en excusons auprès d'eux et auprès de nos lecteurs.

l'Humanité Rouge

Sommaire

L'Humanité rouge BP 61 — 75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source. Commission paritaire : No 57952. Distribution NMPP. Dépôt légal 1er trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne.



Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication :* André Druesne.

Brest-St-Pierre

4 morts, EDF étouffe l'affaire

Le 19 mai 1975, se produisit à Saint-Pierre, quartier populaire de Brest, une terrible explosion provoquant la mort de quatre enfants, âgés de 9 à 12 ans. Les corps ont été cruellement brûlés (jusqu'au stade de la carbonisation même), les crânes éclatés ; deux corps ont été projetés à 50 mètres et 70 mètres contre un HLM voisin par le souffle de l'explosion, tandis que l'onde de choc provoquait un cratère de quatre mètres de diamètre au pied d'un HLM à 50 mètres de l'explosion.

Qu'est-ce qui a pu provoquer une telle explosion ?

Le blockhauss où l'explosion a eu lieu était habituellement fréquenté par les enfants du quartier. Plusieurs hypothèses seront émises : engin de guerre, explosifs, gaz ; mais bien vite une va s'affirmer : « *L'hypothèse la plus vraisemblable pourrait être celle de l'explosion de gaz* » (enquête du commissaire divisionnaire). C'est aussi l'avis du capitaine des pompiers. Plusieurs experts sont nommés :

— Un, peu après la catastrophe : conclusion, explosion de 20 kg de poudre ;

— Un de la préfecture de police de Paris, conclusion : explosion d'une trentaine de kilos de poudre et de gaz (méthane) provenant d'une fosse d'aisances ;

— Deux des Charbonnages concluant à la présence de gaz lourd (propane).

Il n'a été trouvé aucun débri métallique dans le corps des enfants ni dans le blockhauss : donc, absence totale de contenant pour la poudre. D'ailleurs, où les enfants se seraient-ils procurés 30 kg de poudre ou de plastic (comme ça a été dit) ? Encore faut-il les transporter, aucun témoin n'a déclaré avoir vu les enfants transporter quelque chose.

400 000 m3 de gaz dans le sous-sol du puits

Par contre, il a été découvert, en 1974 et 1975, avant l'explosion, du propane dans deux puits situés à 200 mètres du lieu de l'explosion. Le Gaz de France avait alors classé l'affaire en déclarant qu'il n'y avait pas de fuites majeures dans ses canalisations. En fait, c'est toute une nappe de gaz de ville (400 000 m3) qui se trouve dans le sous-sol du quartier.

De bien curieuses mutations !

Comme par hasard, le directeur de GDF de France (Drochon) était muté à Strasbroug, trois jours seulement après l'explosion ; il y en a qui ne se sentent pas tranquilles. Si bien, qu'en février 1977, Drochon est inculpé « *d'avoir été involontairement la cause du décès de quatre enfants... en ne prenant pas rapidement toutes les dispositions nécessaires pour déterminer l'origine du gaz découvert par les services dont il a la direction* ». La responsabilité de Gaz de France paraît donc bien engagée. Des travaux ont ensuite été réalisés sur le réseau de gaz du quartier avec, notamment, pompage de gaz, les ouvriers travaillant avec des masques à gaz ; de plus, GDF a procédé au pompage de gaz pendant un an dans un puits situé non loin du lieu de la catastrophe et cela *de nuit*.

Un juge muté Des témoins non convoqués Les parents interdits de parole

Vint donc le procès. Les parents des victimes faisaient confiance à la justice. Ils n'allaient pas être déçus. Le juge d'instruction était une nouvelle fois changé, ça faisait le troisième. Les témoins des parents étaient absents et pour cause, ils n'ont jamais été convoqués. De plus, les parents eux-mêmes n'ont pas eu droit à la parole.

GDF n'a pas la conscience tranquille

Pourtant, la partie civile, le parquet, le ministère public appuyaient la thèse de la responsabilité du Gaz de France. Mais, apparemment, l'affaire était réglée à l'avance puisque les juges, à la surprise générale, concluent que « *les causes de l'accident sont douteuses et, qu'en admettant que l'explosion soit due à un mélange de gaz inflammable, il n'est pas établi que ce gaz provienne de la distribution du Gaz de France.* »

A l'évidence, GDF n'a pas la conscience tranquille dans cette affaire ; le procès lui-même n'est pas clair. Ce que demandent les parents, c'est tout simplement la justice.

Le tribunal de Brest s'étant déclaré incompétent, l'affaire passe à Rennes, en appel le 6 février.

Faisons connaitre cette affaire.

Correspondant BREST

EDITORIAL

Denain, Longwy, Dunkerque

Solidarité !

« *Contre l'offensive générale du patronat, le Parti communiste marxiste-léniniste appelle à la mobilisation générale des travailleurs ! Que la plus large solidarité populaire se développe dans tout le pays, sous toutes les formes possibles, aux côtés des travailleurs qui sont déjà dans la lutte et de ceux qui vont y entrer !* ».

C'est en ces termes que le Comité central de notre Parti concluait son appel : *du travail pour tous,* du 27 décembre dernier. Quinze jours auparavant, alors que le chiffre de 1 700 000 chômeurs était dépassé, venait l'annonce de plus de 20 000 licenciements dans la sidérurgie : des usines menacées de fermeture, mais aussi des villes entières comme Longwy et Denain, menacées de mort. La colère grondait dans ces régions frappées de plein fouet, dans cette sidérurgie à nouveau visée, après la Navale, le textile, l'imprimerie... Par centaines, ceux de Denain s'étaient relayés pendant huit jours pour occuper les luxueux bureaux des services centraux d'Usinor à Thrith, bloquant le fonctionnement de l'ordinateur. Des rassemblements massifs, dans le Nord comme en Lorraine, témoignaient de la combativité, de la volonté de riposte des sidérurgistes et de toute la population de ces régions.

Depuis que s'est-il passé ?

Le gouvernement Giscard-Barre, premier maître d'œuvre de ces licenciements en masse, a présenté quelques propositions. Pas un travailleur n'en attendait grand-chose : d'un tel gouvernement les travailleurs ne peuvent espérer que des coups ! Elles sont à la mesure de ce qu'on pouvait prévoir : dérisoires ! Même pas 1 000 emplois pour la Lorraine, un peu plus de 6 000 pour le Nord... Et encore ne s'agit-il là que de promesses !

Mais face à de tels coups, les travailleurs sont-ils impuissants ? Non, il existe une issue !

Aux coups de force des patrons peut répondre la force des travailleurs unis — chômeurs et actifs, Français et immigrés — dans une lutte résolue, touchant les secteurs directement menacés mais aussi ceux où ça tourne, comme ça tourne aujourd'hui par exemple à Usinor-Dunkerque : à plein ! Là où la grève peut faire mal aux profits du patronat. Là est l'issue, la seule issue ! Toute l'expérience du passé nous l'enseigne : seule l'action paie ! C'est une juste colère qu'ont soulevée, à Denain comme à Longwy, les propositions de Barre. Les bureaux directoriaux d'Usinor-Denain l'ont sentie passer cette colère et à Longwy quand les aiguillages des trains ont été bloqués et aussi à Paris, quand les femmes de Lorraine et du Valenciennois y sont venues manifester, et aussi à Metz où une personnalité locale et ses gardes du corps l'ont sentie de très près !

Mais la colère ne suffit pas !

Il faut la rassembler en cette force unie frappant le patronat à la caisse ! Et c'est l'affaire de ceux de Denain, Longwy mais aussi de Dunkerque et d'ailleurs : c'est l'affaire de tous, car avec les licenciements viennent le travail toujours plus intense pour ceux qui restent, les attaques contre les avantages acquis, les ressources des familles populaires en chute libre avec les prix toujours en hausse, les salaires grignotés de toutes parts, et le chômage, bien rares sont aujourd'hui les familles qu'il ne touche pas ! Quand des villes, des régions sont aussi durement frappées, la solidarité de tous doit leur être acquise !

Et le temps presse, car le temps qui passe favorise la dispersion et le découragement. Ne laissons pas fermer Longwy et Denain comme on a laissé fermer Thionville !

Denain, Longwy, Dunkerque solidarité !

Jacques DUROC

Kampuchea (Cambodge)

Les agresseurs pris au piège

Les votes déjà intervenus au Conseil de sécurité de l'ONU donnent une idée de l'isolement des agresseurs vietnamiens et de leurs patrons soviétiques : treize voix contre deux ont exigé que soit écouté le point de vue de la délégation des représentants légitimes du Cambodge (Kampuchea). Les deux opposants étaient l'URSS et la Tchécoslovaquie. Seuls jusqu'ici, l'URSS et ses satellites ont reconnu le gouvernement fantoche du prétendu « Kampuchea populaire ».

L'isolement des envahisseurs semble être tout aussi grand dans le pays même. Après l'appel diffusé par le gouvernement légal du Cambodge à la formation d'un front uni le plus large, démocratique et patriotique, les combats se multiplient en différents points du pays, dans le Nord, dans le Nord-Est, à la périphérie sud de Phnom Penh et aussi dans les provinces de Kompot et de Takéo. La radio des patriotes a recommencé d'émettre. Les affirmations du régime fantoche de Heng Samrim annonçant qu'il contrôlait *« tous les territoires, îles et mers »* sont donc démenties par les faits ; malgré les quatorze divisions vietnamiennes déjà présentes sur les lieux, les agresseurs sont obligés de dépêcher de nouveaux renforts, notamment des blindés venus du Laos. Une centaine de navires de fabrication soviétique, comprenant notamment des destroyers lance-missiles, des patrouilleurs rapides et des péniches de débarquement, n'ont pu se rendre maîtres de la côte sud-ouest, toujours contrôlée par les forces patriotiques.

Enfin, le prince Sihanouk qui vient de quitter l'hôpital new-yorkais où il avait dû être hospitalisé a révélé que Hanoï lui avait offert la présidence du régime fantoche, offre qu'il a repoussée avec indignation et mépris.

Tout confirme donc que l'étau de la guerre populaire commence à se resserrer autour des agresseurs.

Annie BRUNEL

Vietnam menteur

Pour tenter de faire admettre l'inadmissible, les agresseurs vietnamiens accumulent avec aplomb des mensonges plus énormes les uns que les autres.

En septembre dernier, le Vietnam faisait une volte-face complète de sa politique envers les cinq pays voisins de l'ASEAN (Association des pays d'Asie du Sud-Est comprenant la Thaïlande, la Birmanie, les Philippines, la Malaisie et Singapour). La riche panoplie d'injures et d'accusations utilisée contre eux était brusquement escamotée au profit d'une politique du sourire et de la main tendue.

En visite officielle à Bangkok, en septembre dernier, le premier ministre vietnamien, Pham Van Dong, assurait ses hôtes de sa *« volonté de ne pas intervenir dans les affaires intérieures de ses voisins »*. Aux Philippines, il jurait que *« Hanoï n'avait pas l'intention de s'emparer de la capitale du Kampuchea »*.

Ceci explique l'amertume des pays de l'ASEAN, amertume qui s'exprimait par les propos du ministre des Affaires étrangères de Singapour au lendemain de la prise de Phnom Penh : *« Qu'est-ce qu'elles sont devenues les promesses de paix, d'indépendance et de non-intervention faites aux pays du Sud-Est asiatique ? Les actes ne s'accordent pas avec les paroles ! »*

Au Conseil de sécurité de l'ONU, la délégation vietnamienne a exhibé un télégramme provenant du soi-disant FUNSK et exigeant qu'il soit entendu à New-York. La délégation vietnamienne affirmait avoir reçu ce télégramme directement de Phnom Penh. Le porte-parole de la délégation chinoise a causé une certaine sensation en prouvant que ce télégramme, inscrit sur un formulaire de la Compagnie américaine de communications (RCA), n'avait pu être acheminé par ses soins, pas plus que par une autre société américaine puisqu'il n'existe aucune communication directe entre Phnom Penh et les USA. Le représentant soviétique, dépité, a dû reconnaître que ses *« amis vietnamiens avaient commis une erreur en empruntant un formulaire de la RCA pour recopier ce télégramme »*.

L'annonce de la proclamation d'une prétendue *« République populaire du Kampuchea »*, le 11 janvier, a été diffusée par Radio-Hanoï le midi. La voix de son maître, la radio des fantoches du FUNSK, n'a communiqué la nouvelle que plusieurs heures après, dans la soirée.

Le 7 janvier au soir, l'ambassadeur vietnamien à Paris jurait devant les téléspectateurs français qu'il n'y avait aucun soldat vietnamien sur le sol cambodgien et que c'était au contraire le Kampuchea qui agressait le Vietnam. Le 17, les autorités vietnamiennes reconnaissaient officiellement être intervenues au Kampuchea *« par amitié et solidarité envers son peuple »*.



L'accumulation et l'énormité de ces mensonges n'est pas une preuve de force mais de faiblesse de la part des agresseurs. Qu'on se souvienne de « l'incident du golfe du Tonkin » monté de toutes pièces par les impérialistes américains, la vérité n'en a pas moins éclaté dévoilant ses responsabilités criminelles aux yeux des peuples du monde.

La résistance s'organise

Tout en désapprouvant unanimement l'agression ouverte du Vietnam contre le Kampuchea, un certain nombre d'amis et de lecteurs s'étonnent que la prise de Phnom Penh ait été si rapide et si aisée pour les agresseurs. Apportons donc quelques précisions à ce sujet.

Tout d'abord, il faut rappeler que la guerre d'agression du Vietnam contre le Kampuchea ne date pas d'hier. Elle a été rendue publique officiellement par le premier ministre Pol Pot en décembre 1977 et de sérieux combats avaient déjà eu lieu aux frontières durant toute l'année 1977. En janvier 1978, une puissante offensive vietnamienne, se déployant tout le long de la frontière commune, est stoppée par l'armée régulière du Kampuchea. Tirant les leçons de la cuisante défaite essuyée le 6 janvier 1978, le Vietnam profite de la saison des pluies pour concentrer plus d'hommes de troupes aux frontières, rappelle ses réservistes, raccole et enrôle même des gamins de 15 ans. Durant toute l'année 1978, un véritable pont aérien relie Moscou à Saïgon, débarquant armements et munitions perfectionnés. Dès la consolidation des sols, après la mousson, l'agression reprend de plus belle avec 120 000 hommes, des centaines de chars et 100 bombardements aériens par jour. L'armée révolutionnaire du Kampuchea, beaucoup moins nombreuse et infiniment moins bien équipée, ne peut faire face dans un combat conventionnel. Elle se replie en bon ordre des villes et des voies de communication pour s'organiser dans de nouvelles bases d'appui à la campagne. Dans ces conditions, la ruée des chars vietnamiens sur Phnom Penh désertée et à travers tout le pays sur les sept grands axes de communication existant n'est pas un haut fait militaire. Les dirigeants du Kampuchea n'ont fait là qu'appliquer les enseignements dégagés par Mao Zedong sur la guerre populaire : *« L'ennemi avance, nous reculons »* qu'importe l'abandon des grandes villes et des voies de communication aux mains de l'ennemi ? L'important est de préserver les forces vives des patriotes, de les réorganiser pour les assauts futurs contre l'occupant qui, en dehors des grandes villes où il se terre, sera condamné à être partout en situation d'insécurité dans le pays. C'est cette thèse qu'avait déjà vivement défendu Mao Zedong contre tous ceux que l'avancée du rouleau compresseur japonais terrifiait et qui estimaient *« qu'il ne fallait pas laisser l'ennemi venir casser la vaisselle »*. *« Au contraire !* rétorquait Mao Zedong, *non seulement nous devons le laisser venir " casser la vaisselle " mais encore nous devons l'attirer à le faire. Alors seulement nous serons en mesure de resserrer sur lui l'étau de la guerre populaire et de l'exterminer »*.

Ce sont rigoureusement ces principes qu'appliquent aujourd'hui les combattants patriotiques du Kampuchea démocratique. Les commentateurs occidentaux à Bangkok s'accordent à reconnaître qu'ils se sont repliés en bon ordre et que la ruée prévue pour trouver refuge en Thaïlande n'a pas eu lieu. Et il faut croire que cette année de répit obtenue par la victoire de janvier dernier n'a pas été perdue puisque déjà, en plusieurs points importants du pays, la résistance contre-attaque.

La guérilla se poursuit dans le Nord et les massifs montagneux du Nord-Est et même juste au nord de Kompong Cham, à 100 kilomètres de Phnom Penh, où des éléments de 4 à 5 divisions mènent la vie dure aux agresseurs.

Une flottille de vedettes rassemblant un millier de combattants aurait pris pied dans les îles du sud du pays. Un maquis important et sans doute équipé de longue date se développe au nord-ouest du pays, dans les chaînes des Cardomones et de l'Eléphant.

La résistance marque aussi des points dans les provinces de Siem Reap et de Battambang où opèrent cinq ou six bataillons de l'armée régulière qui connaissent sans doute déjà comme leurs poches les épaisses forêts de la région.

Enfin, le port de Kompong Som vital pour le ravitaillement par mer des maquis, aurait déjà été repris par les combattants.

Cela ne signifie pas que cette nouvelle guerre imposée au peuple cambodgien ne sera pas longue et dure. Mais parce que sa cause est juste, elle sera nécessairement victorieuse.

Un soutien qui s'élargit



Dans les tous premiers jours qui ont suivi l'agression vietnamienne, une première riposte s'est développée dans le monde : manifestations à Paris, à Rome, Dacca (Bengla-Desh) et dans de nombreux autres pays ; meetings de protestation et motions ou pétitions de condamnation se multiplient à l'échelle internationale.

Ci-dessus une photo de la manifestation qui a eu lieu à New-York devant l'ambassade soviétique. Il est à noter que parmi les nombreuses organisations qui soutenaient cette manifestation se trouvait l'*« Organisation des vétérans du Vietnam contre la guerre »*.

Aux 4 coins du pays

3 morts au compte des marchands de sommeil

Trois travailleurs africains sont morts, mardi 16 janvier, à la suite d'un violent incendie qui a dévasté le foyer-hôtel de la Boule d'Or, 22, rue de Chalon, derrière la gare de Lyon. L'îlot Chalon, dans le 12e, est constitué d'immeubles vieux d'un siècle. Dans ce foyer totalement insalubre (pas de lumière, pas d'eau chaude, un robinet par étage), vivait une centaine de travailleurs. Le propriétaire, pour faire plus de profit, n'allumait pas le chauffage dans la journée et très faiblement la nuit. Il faisait si froid que les travailleurs rentraient se coucher le plus tard possible. Ils s'enveloppaient dans de nombreuses couvertures qui n'empêchaient pas de trouver, au matin, les draps et les couvertures glacés et mouillés par l'humidité qui suintait des murs. Tout était en bois, il n'y avait pas d'escalier de secours. Il a suffi d'un chauffage d'appoint pour que l'immeuble s'embrase. Pour ce véritable taudis, le sinistre propriétaire, un « marchand de sommeil » avait osé mettre sur la porte « Hôtel tout confort ». Une fois de plus, les responsables sont ceux qui s'engraissent sur la misère et qui ne s'occupent de rien.

La colère est grande dans le quartier où il ne se passe pas six mois sans incendie.

Combien faudra-t-il de morts pour que la municipalité, les pouvoirs publics prennent enfin en compte les conditions d'hébergement des travailleurs immigrés ?

Plus d'une centaine de travailleurs vivaient dans ce foyer. Certains ont tout perdu. La municipalité a donné 500 F... pour ceux qui voulaient se reloger par leurs propres moyens.



Dans ce quartier vétuste, ce qui s'est passé à l'hôtel de la Boule l'Or n'a fait que renforcer le profond sentiment d'insécurité qui est celui des milliers de travailleurs qui habitent l'îlot Chalon.



Mardi 6 h 30, une énorme flamme avivée par le courant d'air de l'escalier embrase les 4e, 5e et 6e étages. Les résidents réveillés en panique fuiront par cette gouttière. C'est au cours de la fuite que deux d'entre eux s'écraseront au sol. Plus tard, les pompiers retrouveront un corps carbonisé.

Reportage Guy Lanrivain

8 % de hausses sur les tarifs publics

Après l'augmentation des cotisations de la Sécurité sociale, voilà 8 % de hausse sur les tarifs publics. Le ministre de l'Industrie, Monory, a déclaré le dimanche 14 janvier que le gouvernement envisageait une hausse de 8 % pour les tarifs publics. Cette hausse de 8 % ne serait qu'une moyenne. Ainsi, à la SNCF, les prix des billets pour les usagers vont connaitre une hausse plus importante que celle appliquée au transport des marchandises payée par les industriels.

Et Giscard-Barre souhaite que le gouvernement redouble d'ardeur. Le timbre-poste risque d'augmenter ainsi que les tarifs EDF. Dans une telle situation, il est grand temps que les travailleurs dressent leurs plans de bataille.

La hausse des prix, les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants, la voie de l'action, la lutte unie de tous les travailleurs peut faire reculer le patronat !

Congrès du PSU

Un congrès du PSU vient de se tenir à Saint-Étienne, le dimanche 14 janvier. Il s'est déroulé dans une grande confusion. Il n'a pu prendre de décision pour l'élection du Parlement européen au mois de juin prochain.

Ce parti qui s'est totalement engagé aux côtés du PCF et du PS pour le Programme commun aux dernières élections législatives a subi comme tous les partis de gauche une véritable crise intérieure après l'échec.

L'orientation qui est issue de ce congrès ne remet pas en cause la stratégie de l'Union de la gauche, même si un courant s'est élevé pour critiquer « le suivisme à l'égard des partis de gauche ».

Aux 4 coins du pays



Manifestation de femmes le 18 novembre 1978. Un groupe de femmes du PCF s'était joint au cortège.

Paris 18e

Texte envoyé à la presse par des militants du PCF

Les groupes femmes du 18e arrondissement ont pris l'initiative de créer un Comité de lutte visant à la création, à l'hôpital Lariboisière, d'un centre d'orthogénie, pratiquant les interruptions volontaires de grossesse. Le PCF, invité, a refusé d'y participer.

Cette attitude n'est pas du goût de tous les militants qui ont envoyé à la presse ce texte :

« Pour justifier une telle attitude, les dirigeants locaux de notre parti expliquent que le comité nie le rôle d'avant-garde du PCF, qu'il est noyauté par les groupes femmes et les gauchistes, qu'il véhicule l'idéologie réformiste », qu'il « se trompe de cible et fait le jeu du pouvoir », qu'il « attaque le PCF », qu'on « ne fait pas l'union pour l'union ». Notre parti diffuse des tracts affirmant qu'il est à l'initiative de cette lutte en revendiquant le premier recul de l'administration de l'hôpital. Malgré cela, nous avons été plusieurs militants du PCF à participer à l'activité du comité (...) Refuser l'unité dans l'action pour une lutte bien précise, sous prétexte de divergences réelles avec d'autres courants du mouvement ouvrier et les groupes femmes, nuit à la mobilisation populaire ».

Les signataires de ce texte sont tous des ouvriers et des employés.

Aux 4 coins du pays

MAUGES (MAINE-ET-LOIRE)

Un premier succès contre une saisie

Fernand Richard et sa femme exploitent en location une ferme de 18 hectares dans les Mauges (Maine-et-Loire). Depuis 1967, ils luttent contre le propriétaire qui veut reprendre ses terres pour les louer à un notable local. Un comité de soutien s'est constitué et a pu s'opposer en 1970 à leur expulsion.

Le samedi 6 janvier, 250 personnes, malgré le froid, étaient présentes pour s'opposer à une saisie-vente des biens de la famille. L'huissier n'est pas venu. Un premier succès. Le prochain rendez-vous est pour le 10 mars.



A l'appel du Comité de soutien, 250 personnes étaient présentes le mardi 6 janvier pour s'opposer à la saisie des biens de Fernand Richard.

AFPA-MONTREUIL

Une grève exemplaire

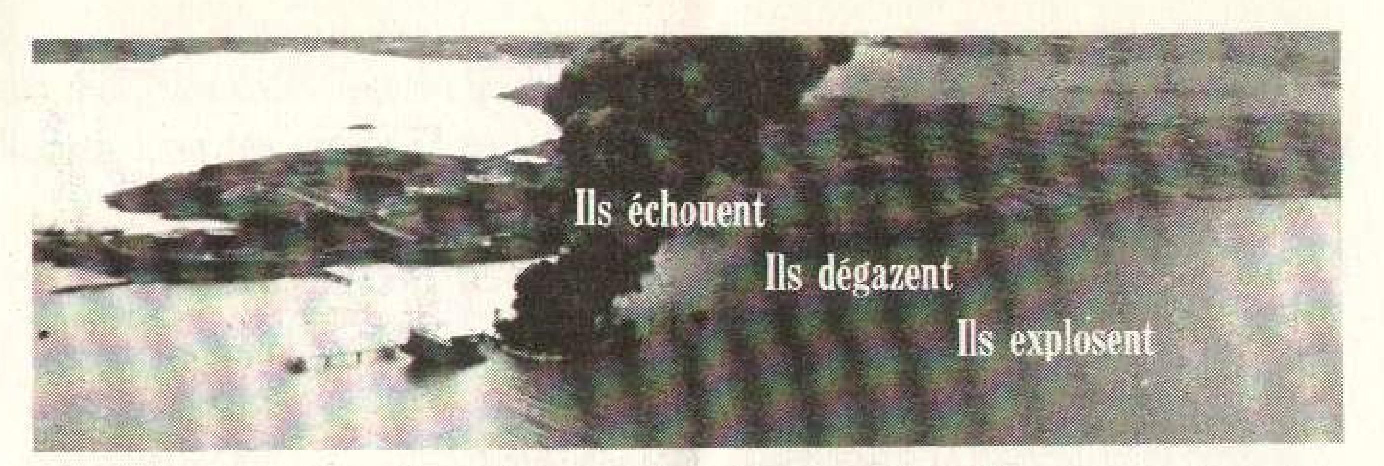


Assemblée générale du centre AFPA. Les travailleurs ont actuellement suspendu leur occupation. Ils pensent la reprendre le mardi 23 janvier si leur rencontre avec le ministre Boulin ne donne rien.

Les 760 employés du centre de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (CAFPA) de Montreuil sont en grève. Ils occupent les locaux pour empêcher que leur siège ne soit transféré à Bordeaux comme l'a décidé le premier ministre. Les grévistes sont en majorité des femmes, elles représentent 60 % du personnel.

Prenant elles-mêmes leurs affaires en main, les grévistes ont voté à la quasi-unanimité la constitution d'un comité de grève composé de douze membres de l'intersyndicale (CGT-CFDT-FO-CGC) et de quatre non-syndiqués. Ce comité de grève renforce l'unité des grévistes. Plusieurs commissions ont été mises en place (information, relation avec les pouvoirs publics, suggestions et idées, relation avec les centres de formation, conduite de l'occupation). Un certain nombre de centres de formation ont débrayé en solidarité.

Une lutte exemplaire pour la banlieue proche de Paris où les licenciements, les fermetures, les liquidations se multiplient à grande vitesse ces dernières années.



Le dossier noir des pétroliers

Ça n'en finira donc jamais ? Après le Torrey-Canyon, le Bohlen, l'Amoco-Cadiz, ça continue. La liste noire des catastrophes pétrolières n'en finit pas de s'allonger. En quinze jours, 100 marins ont perdu la vie, uniquement dans les deux « accidents » de l'Andros Patria et de la Betelgeuse. Les pannes, les fuites ne se comptent plus. Fatalité ?

Presque pas une semaine sans catastrophe. Au début du mois de janvier, l'Andros-Patria prend feu au large des côtes espagnoles. L'équipage comprenait 32 marins : neuf sont morts, vingt sont portés disparus en mer. Autour du tanker, des nappes s'étendent sur plusieurs kilomètres. Il a été pris en remorque : comme on n'a pas pu colmater la fuite, 60 000 tonnes de fuel s'échappent dans son sillage.

Pas un cas isolé

Sur la côte de Galice, le pétrole de l'Andros-Patria, poussé par le vent vient se déposer : plages poluées, pêcheurs ruinés. Et ce n'est pas la première fois : le 12 mai 1975 déjà, à l'entrée du port de La Corogne, 10 000 tonnes de pétrole s'étaient écoulées du pétrolier Urquiola et avaient pollué les côtes. L'Urquiola avait heurté un récif, s'était enflammé et avait explosé.

Lundi 1er janvier, le pétrolier World Dinasty, 270 000 tonnes et pavillon libérien reste en panne devant les côtes espagnoles. 2 et 3 janvier, pareil : le Betafix, dont la salle des machines est inondée, a dû être remorqué vers le large. Même époque, dans le port de Sallen Voé, situé dans les Iles Feroë au nord de l'Écosse : le pétrolier Esso Vénitia s'est mis à dériver et s'est échoué sur la jetée ; des quantités importantes de mazout s'écoulent de la coque. D'autres accidents majeurs ont eu lieu depuis quelque temps, par exemple les marées noires de l'Eleni V et du Christos-Bitas en mer d'Irlande.

Betelgeuse : le plus grave

Plus proche de nous, par ses conséquences, le drame du Betelgeuse. Un pétrolier en mauvais état qui explose au déchargement : 50 morts, des familles en deuil. Il n'y avait pas de dispositif de sécurité permettant de supprimer tout danger d'explosion des soutes. Évidemment, toutes les sociétés impliquées se veulent blanches comme neige : la Total qui armait le pétrolier savait que le navire n'était pas en bon état, puisque le port de Philadelphie l'avait refusé *« en raison de sa vétusté »*, le Gulf Oil séquestre un moment le seul témoin visuel de peur d'être impliqué. Si l'explosion en effet était dûe à un incendie, c'est que le service anti-incendie du port n'a pas fonctionné : *« Nous n'acceptons pas de responsabilité : la responsabilité repose sur quelqu'un d'autre »*. Pas du tout honnête tout ça !

Arrêtez le massacre

Cette série d'accidents n'est pas due au hasard ou à la fatalité ! La société d'Étude et de Production de la Nature de Bretagne (SEPNB) et le comité local des pêches de Brest affirment que *« toutes les précautions ne sont pas prises, loin s'en faut et qu'il convient de revoir l'ensemble des problèmes liés aux transports des hydrocarbures (tonnage des pétroliers, sécurité de ces bateaux, sécurité du trafic, dégazage en mer, moyens d'intervention, etc.) que ceux qui évoquent les fatalités nous expliquent alors la multiplication et l'accélération des accidents majeurs actuels ! Le transport du pétrole n'est pas le seul problème : qu'adviendrait-il si le Pacific Fisher transportant des déchets radioactifs en provenance du Japon avait un accident près des côtes... »*.

Les catastrophes ne sont d'ailleurs que la partie visible de l'iceberg : en mer, aussi bien sur les pétroliers que sur les chalutiers, les conditions de sécurité sont très mauvaises. C'est ce qu'explique Henri Didou, secrétaire régional CFDT des pêches en Bretagne : *« Au niveau des postes de travail, il n'y a aucune étude de faite en matière de sécurité. Dans une usine, une machine est étudiée sous l'angle de la sécurité : ce n'est même pas le cas à bord des navires. Aussi en plus des catastrophes maritimes, il y a toujours en mer des hommes qui sont tués par des accidents du travail »*.

Catastrophes ou accidents du travail, que ce soit sur les bateaux, dans les usines ou sur les chantiers, c'est la même logique, la logique du capital. La Betelgeuse qui saute, le coup de grisou au fond du puits de mine, la grue qui s'écrase sur un chantier, c'est la même cause fondamentale.

Non, pas la fatalité, mais le peu de cas que les patrons font de la sécurité des travailleurs.

Yannick DAGORN

Rendus célèbres par leur livre «La Rue du prolétaire rouge» ; attaqués par la Fédération de Moselle du PCF ; calomniés par l'agence TASS, les Kehayan, membres du PCF, nous ont parlé de l'URSS

«En URSS nous n'avons pas vu le socialisme mais nous avons vu ce qu'il ne doit pas être»

Le livre constitue une source très intéressante d'arguments, d'anecdotes et d'informations sur la vie d'un citoyen soviétique ; Nina et Jean ont passé deux ans en URSS et ont voulu témoigner de la réalité qu'ils ont vue et uniquement de cela. L'importance de ce document n'est pas à démontrer car il dit des choses vraies parce que vécues, cependant, le choix de ne pas faire de conclusions théoriques donne à ce livre certaines limites sur nombre de questions que l'on peut se poser sur l'URSS.

Nina et Jean ne prétendent pas avoir toutes les réponses, leurs propres interrogations et doutes leur ont dicté ce choix. Au cours de l'interview, nous avons voulu confronter nos propres analyses de Parti avec leur vécu. Nous avons voulu chercher à connaitre ce que signifient, dans la vie d'un Soviétique, nos analyses sur les classes sociales en URSS, sur l'histoire, sur la politique étrangère, sur les dissidents, etc. Même si, sur certains points, la sensibilité de Nina et Jean par rapport à l'URSS est quelque peu distincte de la nôtre, il faut dire que tout au long de la discussion et sur tous les points abordés, c'est de très loin les points d'accord qui ont prévalu. Cela est important et prouve que parmi la base du PCF, il y a beaucoup de choses qui se passent. C'est un phénomène positif. Il nous faut partout engager ou continuer le débat avec tous les militants sincères et honnêtes du PCF (et cela forme sûrement la grande majorité de ceux-ci), un débat sur tous les sujets y compris l'URSS.

Les classes sociales en URSS

« C'est en fait une question simple, on a en URSS le reflet d'une cassure sociale évidente entre ceux qui ont le pouvoir et les autres. Cela se voit « physiquement ». Quand on croise une voiture avec chauffeur, il n'y a pas de doute possible. En fait, il y a la masse et les « Slugui Naroda » (serviteurs du peuple), véritable classe bénéficiant de privilèges énormes. Cette classe possède-t-elle les moyens de production ? Il faut ici répondre non. Mais elle a en fait un réel pouvoir économique dans la maitrise et le contrôle des moyens de production et, de surcroit, si l'on compare au capitalisme, avec les contraintes de la propriété privée en moins.

Ce pouvoir de contrôle sans contrainte permet au gaspillage, à l'irresponsabilité et à l'incapacité de régner en maître dans l'économie soviétique : c'est le règne des bureaucrates.

Sur la question des privilèges, cette classe en a beaucoup. On a cité les voitures avec chauffeur, mais il y a aussi les magasins réservés, les divers pistons nécessaires pour les loyers, pour obtenir un logement, pour la résidence secondaire (datcha), etc. En fait, on peut dire que ce système de privilèges ne concerne pas uniquement un, deux ou dix personnes, mais Moscou, elle-même, est un privilège ; tout le pouvoir réel y est concentré. En raison d'une centralisation forcenée, les autres villes n'ont que très peu d'autonomie, chaque Soviétique rêve d'aller habiter à Moscou. A Vladivostok, par exemple, il n'est pas rare de voir que, pour obtenir un tampon sur un document, il faille passer par Moscou !

Jamais on n'avait vu, avant l'URSS, une société où les rapports d'argent prennent une telle importance. On aurait pu croire cela aboli. Mais au contraire, c'est une notion quotidienne d'une importance fondamentale ; chacun peut avoir un pouvoir sur l'autre : le moindre détail, une chemise, des souliers, n'importe quoi peut remplir ce rôle !

La notion de hiérarchie est cent fois plus importante qu'ici, on lui voue un véritable culte. Même parmi des gens exerçant une même profession, cette hiérarchie existe. Ainsi, chez les instituteurs, celui qui a deux ans de plus d'ancienneté aura droit à une considération et à des avantages différents. En URSS, c'est le pouvoir de la petite différence, c'est la division partout. On est à la recherche du détail qui vous rendra « supérieur » aux yeux des autres. Le seul égalitarisme, en URSS, c'est devant un verre de vodka. Là, les Soviétiques se retrouvent égaux devant leur incapacité à participer à quoi que ce soit de ce qui concerne la marche de la société et de l'État soviétiques.

Dans les rapports ouvriers-paysans, ce qui domine, c'est la division. Les ouvriers considèrent les paysans comme mieux lotis car ils ont de la nourriture, des logements, ils sont plus tranquilles à la campagne, etc.

Pour les paysans, ce sont au contraire les ouvriers qui sont privilégiés ; ils ne connaissent pas la dureté des conditions de travail d'un paysan, les hivers à la campagne, la pauvreté. Chacun pense que l'autre vit mieux que lui avec, souvent, un sentiment de mépris.

C'est la division qui domine. De la même façon, en ce qui concerne les intellectuels, ceux-ci sont complètement déconsidérés, mis au rang d'oisifs ou de parasites ! Sauf évidemment ceux de l'appareil bureaucratique, de l'État, du Parti, etc. Ceux-là sont admis. C'est le principe de la délégation des pouvoirs : chacun en bave et cherche quelqu'un d'autre que l'on paye pour s'éviter quelque souci. »



Nina et Jean Kehayan.

L'histoire de l'URSS

« Le 20e Congrès fut une rupture avec le passé, mais ce fut surtout une rupture avec la mémoire d'un peuple. Ce congrès a enlevé aux Soviétiques toute possiblité d'analyse historique, toute possibilité d'autocompréhension de sa propre histoire, cela a permis un blocage terrible de la société.

Le peuple soviétique se voit privé de points de repère, de possibilité de continuer et d'aller plus loin. Un exemple : c'est la dernière guerre. C'était un souvenir très fort et encore vivant, souvent dominé par Staline, mais aujourd'hui, ce souvenir est remanié et même tend à disparaitre. Comment pourrait-il en être autrement quand on voit Stalingrad minorisé et présenté comme un simple épisode de la guerre, alors que le véritable tournant, aurait été Novororiisk, où, bien entendu, le lieutenant politique n'était autre que Brejnev ! Cela est grave car, de ce fait, les Soviétiques sont coupés de leurs racines. Des Bolcheviks de la première heure furent, à la mort de Lénine, éliminés par Staline, puis Staline lui-même, à sa mort, éliminé par Krouchtchev, puis lui-même par Brejnev... sans que les erreurs ne soient analysées et sans que rien ne change vraiment. Cela permet aujourd'hui au pouvoir d'en revenir à un État très fort comme du temps de Staline.

Concernant Lénine, la question est différente. Il n'est pratiquement remis en cause par personne en Union soviétique, on entend même souvent dire : « Si Lénine était encore là, cela n'irait pas ainsi ! ». Lénine est très aimé en URSS. Pour Brejnev, on assiste aujourd'hui à un culte de la personnalité, mais il n'est vraiment qu'officiel. Des photos avec un nombre impressionnant de médailles trainent partout, mais les Soviétiques, eux, en rigolent. Jusqu'à quel point ? Cela est dur à dire, mais c'est clair qu'il apparait en fait comme un pantin et comme l'incompétence caractérisée. Kossiguine, lui, est beaucoup plus apprécié, il a une meilleure image de marque, il apparait comme ayant une profonde connaissance de l'économie et des problèmes du pays.»

Les interventions extérieures de l'URSS sont des manifestations impérialistes

« Il n'y pas de problèmes, les interventions de l'URSS en Afrique, en Asie, en Tchécoslovaquie sont des manifestation impérialistes. Il faut nommer les choses par leur nom, vouloir leur en donner un autre, c'est en fait vouloir camoufler la réalité de leur nature. Le caractère impérialiste des interventions soviétiques se retrouve au niveau national, par le chauvinisme, le racisme, le militarisme de la société et aussi par un mépris total pour le tiers monde. On a transformé en Union soviétique la notion d'aide aux pays du tiers monde en mépris et en profit : ainsi, au moment de la rupture avec la Chine, les Soviétiques ont subi un choc grâce à la propagande officielle et, aussi, par l'absence

totale de débats idéologiques, la Chine en a été tenue pour entièrement responsable : *« Elle ne méritait pas notre aide ! »*. Quand le phénomène s'est reproduit avec l'Égypte et d'autres pays, c'est en fait à des idées de type raciste que cela a donné naissance : la notion d'internationalisme prolétarien s'est transformée en xénophobie et l'aide au tiers monde est considérée aujourd'hui comme source de profit. Ce que peut dire le PCF ou d'autre force n'a de fait, aucune incidence. Seules des mesures de rétorsions économiques, par le biais des crédits et contrats, pourraient les faire hésiter car l'URSS est très dépendante économiquement. Mais les pays capitalistes ne le veulent pas !

Nous avons publié une note de lecture de ce livre dans *l'Humanité rouge* bimensuelle numéro 43.



Les dissidents soviétiques ?

Les dissidents ne comptent en URSS que sur leurs propres forces. On est souvent dissidents par tempérament, car on subit toutes sortes de contraintes dans la vie courante. Par exemple, un Arménien soviétique avait « tout pour être heureux », il fait un voyage touristique en France, à son retour il s'aperçoit que pour lui rien n'est plus comme avant, il comprend que tout pourrait être différent dans la société soviétique, que ce qu'il endure n'est pas une fatalité. Le rôle de l'Occident est assez important dans ce phénomène de dissidence, au niveau de l'analyse de la réalité tout d'abord, puis aussi au niveau du soutien à la lutte des dissidents.

Un certain nombre de dissidents sont marxistes, ils ne demandent rien d'autre que le socialisme pour l'URSS et non ce qu'il connaissent aujourd'hui. La dissidence est souvent concentrée à Moscou parmi les intellectuels et les scientifiques... Mais il n'y a pas en fait *une* dissidence, mais des dissidences bien distinctes. Ce sont souvent des révoltes individuelles qui se concrétisent parfois en des mouvements sporadiques, il ne faut toutefois pas oublier que l'on a à faire à un système policier tel que l'idée même de groupement politique parait presque impossible ; il n'y a pas d'entente horizontale possible dépassant trois ou quatre personnes. Le rôle de l'Occident est important en dernière analyse et cela est extrêmement malheureux, seuls les États-Unis et la France peuvent avoir des moyens de pression sur la direction soviétique :

L'URSS et le PCF ?

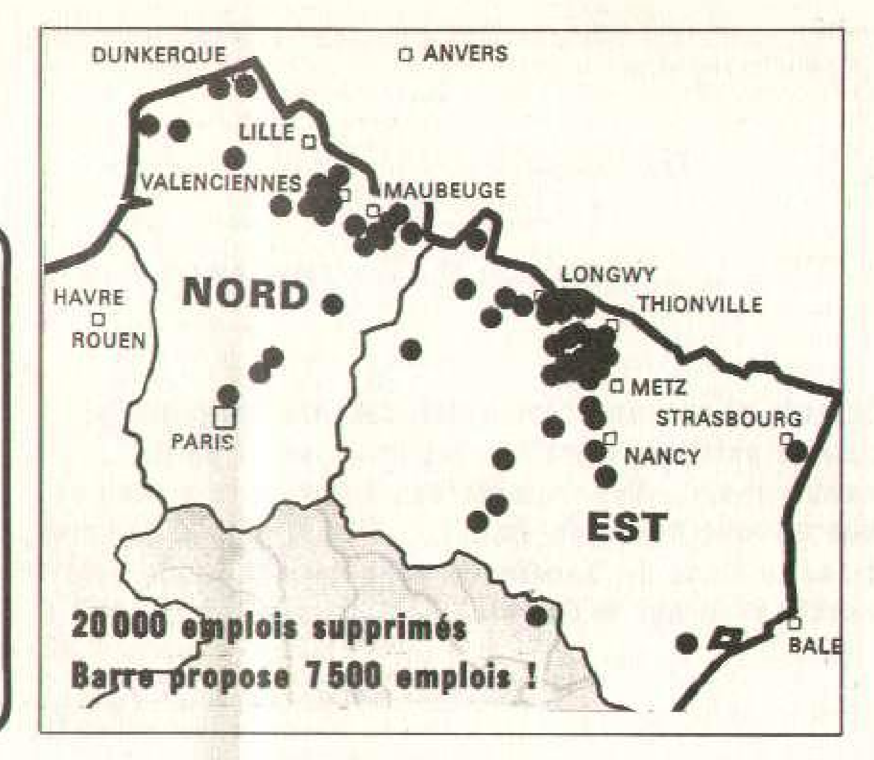
L'idée qu'en URSS c'est le socialisme est encore très forte. Dans le PCF, on peut chiffrer ce courant à 70 % si cela a un sens ; pour beaucoup l'URSS est la patrie du socialisme, donc inattaquable, et cela produirait trop de remises en cause, son image de marque est encore peu « altérée ». Il y a aussi un courant de plus en plus important de gens qui ont déchanté et ne conservent que bien peu d'illusions. Une troisième catégorie de membres du PCF, souvent de jeunes militants, ne voit pas même l'intérêt d'un débat sur l'URSS, pour eux l'URSS n'« existe pas », la France, c'est différent. Ce courant a un aspect négatif, car se sont souvent les mêmes militants qui reproduisent les mêmes erreurs et appliquent les mêmes méthodes qu'en URSS et cela revient à éviter des remises en cause. En URSS, nous n'avons pas vu le socialisme, mais nous avons aperçu ce qu'il ne doit pas être. Nous savons maintenant reconnaitre aujourd'hui en France tous les symptômes inquiétants car on a vu en URSS leur réalisation ; ce fut le point de départ de notre livre.

A Marseille, avec la direction du PCF, nous n'avons pu avoir aucun débat, aucune discussion ni avant ni après la parution de notre livre. Mais au PCF, nous ne sommes pas seuls, il n'y a pas mal de gens à la base qui veulent discuter et cela est primordial : la discussion à la base est principale, nous ne discutons pas pour imposer une ligne, pour être les animateurs d'une quelconque tendance dans le PCF, nous sommes des militants conscients ; il y a des principes à ne pas remettre en cause dans un parti, nous ne sommes pas pour un parti social-démocrate. Nous demandons une seule chose c'est que la discussion à la base se reflète dans la direction. Nous savons que la lutte n'est pas la fête mais la démocratie à la base est fondamentale, nous voulons qu'il y ait des luttes idéologiques où l'on peut avancer des arguments et les réfuter sans recourir à la calomnie, nous voulons aussi le droit à la différence, non pas pour occasionner des scissions, mais pour enrichir le parti, c'est une notion importante. »

Entretien réalisé par le correspondant de Marseille.

SIDERURGIE

Comment on assassine des régions



• Usines sidérurgiques

« Nous devons être reconnaissants » : c'est ainsi que le nommé Hannart, président du Conseil économique et social du Nord, commentait le plan gouvernemental d'implantation de nouveaux emplois dans cette région. Legendre, maire de Cambrai, secrétaire d'État (RPR), expliquait de son côté, avec le plus grand cynisme, que toutes les mesures prises *« vont faire une nouvelle sidérurgie qui, là où elle subsistera, sera saine et compétitive »*. Ces gens-là ont bien leur place aux côtés de Barre, dans l'équipe Giscard. On voit quels intérêts ils défendent et représentent !

Car les promesses de Barre (et ce ne sont encore que des promesses !) sont dérisoires. Une simple confrontation : ainsi, pour la région du Nord et particulièrement de Valenciennes, les 10 000 emplois que devait apporter l'implantation de Simca-Chrysler ne sont toujours que 2 000 ! Le plan Vosges, cité en exemple, n'a guère créé... qu'une cinquantaine d'emplois ! Voilà ce qu'il en est des plans de sauvetage que mettent sur pied les patrons et leurs gouvernements, qu'ils soient d'hier ou d'aujourd'hui. Mais que peuvent faire les travailleurs dans une telle situation ?

Faut-il suivre Pierre Mauroy, du PS, qui, commentant les mesures, disait : *« C'est très insuffisant. Il y a quelques idées, mais le gouvernement doit reprendre le projet »* ? Les mesures de Barre ne sont, et ne peuvent être, qu'un maigre appât auquel pourraient s'accrocher quelques travailleurs – les moins conscients – et sur lequel se jetteraient ceux qui sont toujours là pour négocier les moindres miettes, cela permettant de diviser, si peu que ce soit, les travailleurs. Et aussi, il y a là encore un cadeau pour les patrons qui viendront monter quelque usine dans la région, puisqu'ils auront droit à une prime de création d'emplois et pourront en plus dicter mieux leurs conditions à des travailleurs très nombreux à chercher un emploi.

Faut-il suivre les dirigeants du PCF qui demandent une session extraordinaire du Parlement ?

Faut-il encore des tables rondes ou des négociations tripartites sur l'avenir industriel des régions, comme l'ont réclamé par lette à l'Élysée les syndicats, tous d'accord à cette occasion ?

A-t-on jamais arraché quelque chose aux patrons avec des arguments, des discussions, des tables rondes, sans la pression des travailleurs, sans rapport de force ?

Il n'y a que la force unie des travailleurs massivement dans l'action, dans une action portant aux profits des patrons un coup à la dimension du coup, des coups que les patrons nous portent. Hors de ce terrain-là, il n'y a qu'illusions et désillusions pour les travailleurs !

Le terrain parlementaire, le terrain des discours sur bonne et mauvaise politique industrielle, en nous faisant placer nos espoirs dans un changement de majorité, de gouvernement, nous a fait prendre assez de retard sur le terrain de la lutte : les plans Barre sont passés et bien d'autres mesures contre la classe ouvrière et tous les travailleurs !

La bonne voie, c'était celle de l'occupation massive des services centraux d'Usinor à Trith après l'annonce des licenciements, c'est celle des blocages du trafic ferroviaire qui frappent les patrons à la caisse, c'est celle de la grève massive, il y a peu, des sidérurgistes allemands avec lesquels il eût été encore bien meilleur de s'unir pour s'épauler, c'est celle de la grève massive des camionneurs et chéminots anglais !

Tout ce qui contribue à écarter les travailleurs de cette voie affermit la position des patrons et contribue en fait à la réalisation de leurs plans !

USINOR-DENAIN

Dialogue pour une grève

Militants et responsables syndicaux, sidérurgistes et mineurs actifs et retraités, institutrices et petits commerçants... Depuis maintenant plusieurs semaines nous n'avons cessé de discuter, d'écouter ces hommes et ces femmes de Denain. Où en est-on ? Quelle voie prendre face aux milliers de licenciements à USINOR ?

Afin de donner notre réponse à des interrogations, des hésitations, nous avons construit le petit dialogue qui suit. Il est bien sûr imaginaire, à ceci près que chacune des phrases de celui que nous appelons « Cafougnette » (en souvenir du célèbre personnage créé par Jules Mousseron, poète patoisant très populaire de Denain, mort en 1943) a été entendue par nous à Denain. C'est pourquoi ce dialogue imaginaire est, à sa manière, authentique.

Rémi DAINVILLE



Ces corons rappellent la vieille tradition de lutte de Denain.

Cafougnette : Eh ! Tu crois vraiment qu'Usinor va faire ça ?

— Bien sûr qu'il va le faire, et comment ! Hue de la Colombe l'a dit en juin dernier et Etchegaray l'a répété le 12 décembre dernier au comité central d'entreprise. Pour eux, c'est une question de profits à maintenir. Les hommes, ça ne compte pas. Ils vont licencier à tour de bras, tu peux en être sûr.

C : Je voudrais bien croire qu'Usinor ne fera pas ça, mais au fond, je sais que c'est décidé. Heureusement le syndicat a pris les choses en main...

— Mais sans les travailleurs, les syndicats ne peuvent rien, tu le sais bien ! Tout le monde est concerné, tout le monde doit se battre, syndiqué ou pas. La lutte, c'est l'affaire de tous !

C : Je ne dis pas le contraire, d'autant plus qu'on l'a bien vu avec l'occupation.

— D'après toi, pourquoi a-t-on stoppé l'occupation ?

C : (avec un geste de la main) Bah ! Les gars, tu sais, avaient bu le whisky des bureaux. Ils se servaient quoi !

— Et alors ? Boire un petit coup aux frais des patrons, qui s'en plaindrait ? Ce sont des choses qui arrivent lors de toutes les occupations, non ? Après tout, c'est un juste retour des choses : toutes les richesses d'Usinor, qui les crée ?

C : C'est sûr ! Mais il risquait, à ce qu'on dit, d'y avoir des dégradations...

— Oui, c'est ce qu'on dit. Mais je crois que les gars ont assez le sens de la discipline. Les présenter comme des « casseurs », c'est voir les choses du côté patronal. Et puis, tu sais, le seul fait d'arriver avec des bleus et des grosses godasses sur les moquettes des grands bureaux, pour les patrons, c'est déjà des « dégradations »....

Enfin, mettre dehors 6 000 gars, frapper toute une ville, toute une région, c'est pas de vraies dégradations, ça ?

C : Pour sûr, dans l'affaire, les vrais casseurs, ce sont les patrons. Il y a aussi qu'on était en chômage partiel et que c'était dur de tenir.

— Ah, ça, c'est un vrai problème. Mais là, tout de suite, on touche à la question de la solidarité : Regarde, les filles de la Lainière de Cambrai disent : « Quand on a fait grève, ce sont ceux d'Usinor-Denain qui nous ont le plus soutenues ». Vrai ou faux ?

C : C'est vrai, on a bien donné pour leur collecte...

— Alors voilà ! Maintenant ces travailleuses disent « On est prêtes à vous soutenir ». Ça peut déjà faire une bonne collecte, non ? Et il y a toutes les autres boites du Valenciennois, à commencer par les plus grosses : Chrysler à Vieux-Condé et à Hordain, les ANS à Crespin et à Marly, Vallourec à Anzin, à Valenciennes et à Solesmes, BSN à Masnières, à Aniche... Rien qu'avec ces neuf boutiques, on touche plus de 18 000 travailleurs ! Et j'en oublie des tas d'autres, aussi importantes ou plus petites. Tu te rends compte de la solidarité qu'on peut créer si on le veut, si on décide vraiment de le faire, si les syndicats s'en donnent les moyens.

C : Ça pourrait être dans toute la France, pourquoi pas ? On faisait bien comme ça autrefois, avec caisse de grève et tout le bataclan. Et tu n'as rien dit des entreprises d'ici comme Fives-Cail. Il faudrait aussi faire appel aux copains d'Usinor...

— Et oui, évidemment ! Ceux de Dunkerque, de Mardyck...

C : Oh, c'est dur de faire remuer tant de monde, et c'est si loin Dunkerque...

— La force, de quel côté est-elle à ton avis ? Du côté des patrons et du gouvernement ou de notre côté ?

C : Ben, c'est difficile à dire. 6 000 licenciements d'un coup, rien que dans le coin, c'est quand même un gros morceau. Est-ce que vraiment on a la force de s'opposer à ça ?

— Absolument. Notre force, c'est notre nombre et notre unité. Et puis, ce qu'il faut, c'est frapper les patrons d'Usinor à leur porte-feuille, à leur profits. Puisqu'ils restructurent en mettant le paquet sur les unités de production au bord de l'eau comme Dunkerque, c'est là qu'il faut frapper. Si nos camarades de Dunkerque et de Mardyck entrent massivement en lutte...

C : Ça ferait mal !

— Oui ! Et ça nous aiderait puisamment. Mais il n'y a pas de pire situation que l'attentisme. Attendre sans rien faire comme maintenant à Denain, c'est comme si on se mettait nous-mêmes la tête sous l'échafaud.

C : Pour sûr, si on ne fait rien, le patron peut dormir tranquille.

— Alors ?

C : Alors il faut y aller, il faut se battre !

— Oui, il faut se battre, et dis-toi bien que l'on peut gagner ! Oui, gagner c'est possible si on se bat, nous, à Denain, comme des lions et si, avec les camarades de Longwy et de Dunkerque, on frappe tous ensemble et en même temps.

Un sombre tableau

Voici le tableau noir des conséquences des licenciements à Usinor tel que le dresse le maire (PCF) de Denain, M. Fiévez, que nous avons rencontré :

« Il s'agit d'un véritable crime contre la région, crime prémédité et avec la complicité des Giscard-Barre dont Etchegaray est l'homme de confiance.

5 000 licenciements ont été annoncés mais non compris les ingénieurs. Cela fait donc déjà plus de 5 000. Les effectifs de l'usine seraient ramenés à 1 300 environ. Les répercussions ? Pour un emploi dans la sidérurgie, il y a trois emplois induits au moins, soit 15 000 emplois supprimés. Cela fait des milliers de personnes qui vont devoir partir : une véritable transhumance, des hommes transformés en bétail devront aller chercher ailleurs la nourriture. Parmi eux, nombreux sont ceux qui ont accédé à la petite propriété avec les traites que cela comporte. Dans les écoles, les suppressions de classe entraîneront des risques de mutation pour les enseignants (...).

Si l'on compte environ 3 000 F par emploi et par mois, cela fait des milliards qui ne seront plus dépensés dans la région, d'où des fermetures de petits commerces, d'artisans. Même pour les municipalités, les programmes d'équipements sociaux, de construction (comme ici des logements à loyers modérés), on peut craindre d'être obligé de les stopper, d'où une aggravation encore du chômage...

Et on nous dit toujours que c'est pour « sauver le reste ». Mais ici même, on a de bons exemples : CAIL en est un. J'y ai travaillé onze ans. Cette usine comptait 4 000 ouvriers, en général hautement qualifiés. Spécialisée dans des productions telles que locomotives, chaudières, canons de marine, etc., elle a fusionné une première fois avec Fives-Lille : 1 300 emplois en moins « pour sauver le reste » ! Après une deuxième fusion (avec Babcok), toujours pour sauver le reste, il n'y a plus que 1 200 travailleurs ! Alors, les promesses qu'on nous fait, c'est pour tromper, pour calmer, pour diviser et atténuer la lutte ».



6 000 personnes licenciées. Une ville durement frappée.

Comment on assassine une région

Enquête du correspondant-Woippy

NILVANGE

Nilvange a été une des premières villes à subir la crise. C'était en 1970-1971, avec le début de fermetures d'installations : la société métallurgique de Knutange entrait dans le giron de Sacilor au fil des regroupements ; chacune de ces opérations a amené son cortège d'arrêts des services jusqu'à l'arrêt total.

L'arrêt et la fermeture de l'usine ont fait perdre 300 000 F de taxe professionnelle par an, obligeant la municipalité à augmenter les impôts locaux, alors que la population ne cesse de décroitre.

Sur trois mariages célébrés dans la commune, un seul reste à Nilvange. Conséquence : 9 500 habitants il y a 15 ans, moins de 7 000 aujourd'hui avec une accélération du vieillissement de la population de la cité.

Sur 45 classes (y compris les maternelles) fonctionnant en 1965, 27 seulement sont encore en activité. Une école construite en 1968 est totalement fermée et le CES qui recevait 1 000 élèves il y a peu de temps encore n'en reçoit plus que 500.

Où s'arrêtera cette dégringolade ?

HAGONDANGE

Cette cité sidérurgique de 10 000 habitants est la plus touchée par la restructuration de SACILOR. L'arrêt de la cockerie et de ses hauts-fourneaux entrainera la suppression de 2 200 emplois en 18 mois.

La part de SACILOR, au titre de la taxe professionnelle, représente 20 % du budget de la commune, soit 15 millions de francs.

L'alternative sera soit d'arrêter le développement des biens d'équipement – pas de construction de centre socio-éducatif, pas de salle de judo et d'haltérophilie, etc. – ou bien d'imposer davantage les travailleurs – impôts locaux –, ce qui est difficile car les travailleurs de SACILOR, touchés par le chômage partiel depuis de longs mois, voient leurs salaires amputés de 300 à 400 francs par mois en moyenne.



Au centre, l'usine de la SAFE à Hagondange.

Un directeur de succursale bancaire dont 60 % de la clientèle est ouvrière, affirmait : « *Il n'y a plus d'épargne de précaution. Nous assistons désormais à l'émission de chèques sans provision à partir du 20 du mois et à une stagnation des comptes bancaires.* »

Les commerçants sont atteints par la récession et voient leurs chiffres d'affaires baisser de 30 % depuis 1974.

HAYANGE

La suppression d'ici à 1980 d'au moins 1 000 emplois à Hayange aura des retombées sur la vie de cette cité de 20 600 habitants.

Ces licenciements entraineront une perte fiscale de 10 % par an d'ici à 1980 sur le budget de la cité, soit environ 3 millions de francs. Ici aussi l'alternative sera une diminution des équipements collectifs, soit un accroissement de la pression fiscale sur les ménages, qui, en 1977, étaient de 157 F par habitant.

Pour les commerçants et artisans qui occupent 2 000 personnes, le chiffre d'affaires a baissé en moyenne de 15 à 20 % par rapport à 1977. La municipalité a dû supprimer la construction de deux écoles maternelles. Le nombre des élèves scolarisés est en nette régression, ici aussi.



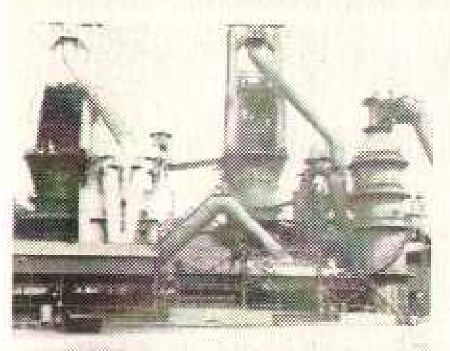
La mobilisation se met en place en Lorraine pour le maintien de l'emploi et les sidérurgistes ont mené plusieurs actions dans la semaine du 15 au 20 janvier. Manifestations à Metz, Thionville et Longwy, barrages de routes, occupation du siège d'Assimilor... La plus efficace a sans doute été l'occupation de l'aiguillage de Longuyon qui a paralysé le trafic ferroviaire pendant toute une journée.

HOMECOURT

Comme ailleurs, la restructuration de l'appareil sidérurgique se poursuit ici depuis 10 ans. La population a baissé d'environ 5 % ces dix dernières années pour atteindre 10 000 habitants. 650 postes supprimés à SACILOR, c'est un nouveau coup ! Une école complète de 11 classes a été fermée à la suite des précédentes restructurations de la sidérurgie.

La municipalité a perdu 43 millions d'anciens francs en 1972 et 62 millions en 1978. Les contribuables ont vu une hausse dépassant 40 % pour certains. Il y aura aussi fermeture de magasins : 40 ont disparu depuis 10 ans.

LONGWY



Longwy : une perte de 14 700 emplois en cinq ans dans la région.

Le poids du « pays haut » est grand dans le département de Meurthe-et-Moselle. L'arrondissement de Briey compte un total de 195 000 habitants sur un total de 720 000 dans le département ; 69 000 personnes actives sur un total de 290 000.

La place importante qu'occupe l'arrondissement de Briey dans le département a été acquise pour l'essentiel, par le bassin sidérurgique de Longwy.

1 135 km2 pour le « Pays haut » sur 5 295 km2 pour l'ensemble de la Meurthe-et-Moselle – 1/5e du département –. Mais 30 % des ressources financières du département proviennent du « pays haut ».

De 1968 à 1978, en 10 ans, le « Pays haut » a perdu 24 685 habitants.

Nombre d'actifs en 1975 : 39 200, en 1978 : 36 200, en 1980 : 21 600.

Soit une perte de 14 700 emplois en cinq ans. Le nombre des demandeurs d'emploi est passé de 15 à 25 % de la population active : officiellement un actif sur quatre est chômeur.



Les femmes elles aussi se mobilisent aux côtés de leurs maris. Elles ont participé, nombreuses, aux manifestations de Metz, Thionville et Longwy. Le 18 janvier à l'appel du PCF, elles étaient 2 500 de Lorraine et du Nord à manifester à Paris pour montrer leur colère et exiger le maintien des emplois dans la sidérurgie.

18 ans de restructuration des mines de fer et de la sidérurgie sans réindustrialisation ont coûté cher au « Pays haut ».

L'Union de la métallurgie du bassin de Longwy, organisme patronal, a dressé un bilan, sans exagération, secteur par secteur.

Agriculture : maintien des 700 actifs actuels.

Mines et sidérurgie : 1975 : 17 200 actifs, 1978 : 15 000 actifs, 1981 : 6 100 actifs (disparition de 6 200 emplois pour USINOR et 1 700 pour La Chiers.

Autres industries : de 4 100, les effectifs tomberont à 3 200.

Bâtiments et travaux publics : Arrêt des programmes de logement et suspension des travaux d'entretien. De 2 900 le nombre des actifs passerait à 1 000.

Transports : perte de 400 emplois au minimum, compression des effectifs de la SNCF.

Commerce : de 3 200 les effectifs passeraient à 1 900. L'UML se fonde sur l'activité par rapport au revenu de la clientèle potentielle.

Administration et services : La baisse de 40 % de la population active y entraine une déflation du même ordre. La perte d'emplois serait de 2 200 unités pour un effectif de 8 500.

Ainsi, selon une hypothèse moyenne, la population active du bassin de Longwy ne serait plus que de 21 600 personnes d'ici à 1981, soit un peu plus de 59 % des effectifs.

Récemment, Raymond-la-Science, déclarait qu'il avait tout fait pour l'emploi. Comme nous venons de le voir, le résultat n'est pas brillant, mais Barre brille par son cynisme et son mépris des travailleurs.



JŒUF

Joeuf est en situation de crise depuis au moins 10 ans – 400 emplois perdus depuis 1969. On prévoit 400 suppressions à SACILOR aujourd'hui. 2 000 habitants ont quitté la ville entre 1968 et 1975.

Correspondant HR Woippy.

Iran : la lutte pour l'indépendance à un nouveau stade

Le Shah est parti pour des « vacances » qui ont toute chance de devenir définitives. En Iran, la foule est en liesse. Comme on comprend sa joie de voir partir le tyran aux mains rougies de 25 ans de crimes !

Pour les USA, le départ du Shah qu'ils avaient soutenu de toutes leurs forces jusqu'à ces derniers jours constitue un échec cuisant, même s'ils conservent encore de nombreux pions en Iran. Mais ce pays entre maintenant dans une phase d'instabilité et il ne faut pas être grand clerc pour deviner que l'URSS va essayer de tirer les marrons du feu (on n'est pas une superpuissance pour rien) : Et c'est là, dès à présent, un danger réel : il y a quelques jours, ses hommes de paille en Iran, le mystérieux parti Toudeh pro-soviétique, lançaient un appel à la lutte armée. On sait aussi que le Kremlin a lancé des avertissement aux USA en les menaçant d'une riposte au cas où ceux-ci se mêlaient trop des affaires de l'Iran...

A la joie de voir le Shah parti se mêle quelques inquiétudes quant à l'avenir : la lutte du peuple d'Iran pour l'indépendance n'est pas gagnée.



A l'annonce du retour de Khomeiny, des manifestations énormes ont eu lieu en Iran. Mais la lutte pour l'indépendance n'est pas gagnée.

Les sidérurgistes allemands trahis

Ils s'étaient engagés dans la lutte avec fermeté pour leur revendication : les 35 heures. Ils étaient déterminés à aller jusqu'au bout, et au début, le syndicat IG Metall soutenait leur revendication — n'est-ce pas lui qui avait officiellement appelé à la grève, pour la première fois dans la sidérurgie depuis 50 ans.

Mais petit-à-petit au fil des six semaines de grève, la direction syndicale s'est arrangée avec les patrons, ils ont mijoté un compromis qui parle de congés, d'équipes supplémentaires, mais pas un mot sur les 35 heures.

« *Trahison !* » ont scandé les sidérurgistes en manifestant au siège du syndicat à Mülheim, début janvier. Et ils ont apporté une couronne mortuaire avec un ruban sur lequel était écrit « *semaine des 35 heures* ».

Et lors du vote sur ce compromis, la majorité des sidérurgistes en grève s'est prononcée contre — mais il suffit de 25 % de voix pour que la reprise soit décidée (bel exemple de démocratie !) — si bien que les 100 000 grévistes ont dû reprendre le 10 janvier dans l'amertume, mais avec une plus grande conscience de leur force de classe — ainsi que de la véritable nature de leur bonzes syndicaux.

Au piquet de grève à l'une des portes de l'usine Mannesmann de Duisbourg le 6 janvier 1979.



Grande-Bretagne :

100 000 camionneurs en grève

Après la victoire, en novembre dernier, des 57 000 ouvriers de chez Ford (Grande-Bretagne) qui en obtenant une augmentation de salaire de 18 % avaient battu en brèche la politique d'austérité du gouvernement Callaghan, ce sont les chauffeurs routiers qui viennent de se mettre massivement en grève. C'est 100 000 camionneurs britanniques qui ont décidé de cesser de rouler tant que leurs revendications sur le salaire et sur la durée du travail ne seraient pas satisfaites. Les routiers qui touchent actuellement 2 000 nouveaux francs par mois pour soixante heures de travail exigent un salaire de 2 400 francs et la semaine des 40 heures. Arrivant en même temps qu'une grève des cheminots roulants, elle aussi pour des raisons salariales, ce mouvement paralyse complètement l'économie britannique. Malgré la menace patronale de lock-outer quatre millions d'ouvriers sous prétexte de rupture de stocks, les routiers, soutenus par leurs syndicats, ont décidé de poursuivre le mouvement.



ROUMANIE YOUGOSLAVIE

Debout face à Brejnev

Août 1968. Dans la première quinzaine d'août, le président yougoslave, Josip Broz Tito, et le secrétaire général du Parti communiste roumain, Nicolae Ceaucescu, effectuent l'un après l'autre une visite officielle dans la Tchécoslovaquie de Dubcek. L'un comme l'autre, ils lui apportent leur soutien face aux ingérences et aux menaces d'intervention soviétique. Et le 21 août 1968, le jour de l'agression, la réaction des deux capitales, Belgrade et Bucarest, est la même : c'est la condamnation, sans appel et sans réserve, et c'est aussi la mobilisation populaire immédiate pour prévenir tout danger d'agression.

Août 1978. La Roumanie, puis la Yougoslavie reçoivent le président chinois, Hua Guofeng. Dans les deux pays, c'est le même accueil chaleureux, la même liesse populaire — et aussi la même dénonciation de la politique des blocs, de la politique du plus fort. Et quand, très vite, la presse soviétique attaque les autorités de ces deux pays, la réaction est immédiate et identique : « *De quoi se mêle le Kremlin ? Nous invitons qui nous voulons !* ».

Janvier 1979. A nouveau, un petit pays indépendant, le Kampuchea (Cambodge) est attaqué, agressé, envahi par des forces militaires étrangères derrière lesquelles se tient ostensiblement l'Union soviétique. Et là encore, les réactions à Bucarest et la Belgrade sont les mêmes : c'est une nouvelle condamnation de ce nouveau coup de force contre l'indépendance d'un pays.

Trois dates, trois marques d'une attitude commune de la Roumanie et de la Yougoslavie face à une même menace, celle de l'hégémonisme soviétique — trois marques d'une même résistance. Car malgré certaines différences historiques et présentes entre ces deux pays voisins (la Roumanie est membre du Pacte du Varsovie et du Comecon, organisations dirigées par l'Union soviétique, alors que la Yougoslavie est en dehors), ils sont tous les deux exposés aux mêmes exigences militaires, économiques, politiques et culturelles de l'Union soviétique, ils sont exposés aux mêmes pressions et aux même ingérences de sa part — à la même menace d'une agression.

Et cette menace soude leur communauté d'intérêts et d'attitude — comme en témoignent les neuf rencontres au sommet Ceaucescu-Tito qui ont eu lieu depuis celle, historique, du 23 août 1968 — deux jours après l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Jean SCHUBERT



La Yougoslavie et la Roumanie sont tous les deux des pays des Balkans (Europe du Sud-Est). Leur intérêt stratégique apparait à l'évidence sur la carte :

- Ensemble, la Roumanie et la Yougoslavie constituent la porte des Balkans, de la Mer Adriatique et de la Méditerranée.
- Les communications terrestres entre l'URSS et la Bulgarie passent nécessairement par la Roumanie, et son refus de laisser transiter du matériel militaire soviétique constitue un sérieux obstacle pour le Kremlin.
- L'URSS a tendance à considérer la mer Noire comme une mer intérieure à elle et à y piller partout toutes les richesses maritimes. La reconnaissance par la Roumanie d'une zone côtière de 200 miles marins constituent un obstacle à ces projets.
- La Roumanie est toute proche des détroits turcs du Bosphore et des Dardanelles, par lesquels l'URSS fait passer illégalement ses navires de guerre en direction de la Méditerranée.

Par ailleurs, la communauté géographique d'intérêts apparait nettement l'existence de la Roumanie indépendante constitue un facteur important pour l'indépendance de la Yougoslavie et vice-versa.



L'URSS veut imposer sa domination

Pour imposer sa volonté, le Kremlin s'en tient très conséquemment au principe : tous les moyens sont bons ! Et si les moyens politiques ne suffisent pas, les pressions militaires et économiques ne sont pas écartées.

Ainsi, on sait qu'au lendemain du 21 août 1968, il y a eu de fortes concentrations de troupes soviétiques à la frontière roumaine. Dans le même temps, des diplomates soviétiques faisaient courir, par l'intermédiaire de journalistes italiens, des bruits sur une prochaine intervention militaire soviétique en Roumanie.

A la même époque aussi, l'Union soviétique a interrompu ses livraisons d'acier et de charbon à la Roumanie, dans le but, vain, de l'asphyxier et de la faire céder.

Tout récemment, l'Union soviétique a organisé un « pont maritime » avec la Bulgarie, par la mer Noire : des ferry-boats géants ont été mis en service — ils peuvent transporter 150 chars... Ceci accroît l'encerclement de laRoumanie par les forces soviétiques ; la seule porte qui reste ouverte est la Yougoslavie...

Signalons enfin les rumeurs de subversion pro-soviétique au sein des milieux dirigeants roumains : par l'intermédiaire de l'ambassadeur tchécoslovaque, le Kremlin tente depuis 1976, d'y trouver des hommes de paille. Est-ce qu'ils préparent un « appel à l'aide » aux troupes soviétiques — du style de celui dicté en août 1968 aux kollabos tchécoslovaques Bilak, Kolder et Cie ?

C'est à partir de 1959 que l'Union soviétique a commencé à formuler des exigences qui allaient directement à l'encontre de l'indépendance de la Roumanie et de ses intérêts nationaux. Et c'est donc à cette date que remonte la résistance des Roumains à l'Union soviétique.

En 1959, Khrouchtchev, qui avait lancé le mot d'ordre de la « *compétition pacifique* » avec les USA sur le plan économique, lança l'idée d'introduire au sein du Comecon une « *division internationale du travail* » : chaque pays devait se « *spécialiser* », l'un dans l'élevage, l'autre dans les tramways, un troisième dans les légumes. La Roumanie devait se spécialiser principalement dans l'agriculture — l'Union soviétique étant le seul pays à disposer, selon ce plan, d'une industrie lourde développée et d'une économie diversifiée.

Dans le domaine économique

Il est clair qu'un tel projet aurait porté un coup sévère au développement économique jusque là rapide de la Roumanie et surtout à son développement industriel. Il aurait également sapé les bases de son indépendance, surtout que, pour le réaliser, Khrouchtchev voulait créer des organismes supra-nationaux dotés de larges pouvoirs et sur lesquels l'URSS aurait la haute main.

A tous ces projets à caractère nettement impérialiste, les Roumains opposèrent un refus catégorique. En 1964, le Comité central du Parti communiste roumain publia une déclaration qui indiquait notamment : « *Aucun Etat n'a le droit de présenter ses propres intérêts comme des intérêts généraux* ». Voilà qui constituait une dénonciation discrète et polie, mais ferme, de l'impérialisme soviétique.

Dans le domaine militaire

Dans le domaine *militaire*, les dirigeants soviétiques tentèrent aussi, au sein du Pacte de Varsovie, de limiter la souveraineté des autres pays. Ils exigèrent notamment la création d'un organe exécutoire — dirigé par eux — ayant pouvoir de décider l'engagement d'une armée d'un pays du Pacte. En 1966, ce projet fut bloqué par le refus roumain — ce qui n'empêcha pas l'URSS de l'appliquer pour les autres pays. A la dernière session du Comité politique consultatif du Pacte, les 22 et 23 novembre derniers, les dirigeants soviétiques ont réitéré les mêmes exigences. Mais pas plus qu'en 1966, Ceaucescu n'a cédé.

Dans le domaine politique

Dans le domaine *politique*, les dirigeants soviétiques exigent un alignement total, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure. On l'a bien vu en 1968 à la liste des prétextes qu'ils ont pris pour envahir la Tchécoslovaquie. Dès que quelque chose leur déplait dans la politique d'un pays, ils ne se gênent pas pour la critiquer ouvertement. Combien de fois, par exemple, la Roumanie n'a-t-elle pas été condamnée comme « nationaliste » parce que ses dirigeants refusaient, avec le soutien du peuple, de brader son indépendance ! Quand, en 1969, le président américain, Richard Nixon, a été reçu en Roumanie, que d'attaques sont parues dans la presse contre l'invitation qui lui avait été faite ! (Alors que le Kremlin ne tolère pas la moindre critique quand il y a des rencontres soviéto-américaines !).

Pour une participation accrue à l'expansion militaire

Plus grave : d'après les informations que l'on peut recueillir, il semble bien qu'à la dernière session du Pacte, les dirigeants soviétiques aient voulu entrainer tous les pays membres dans leurs intrigues militaires — par Vietnamiens interposés — en Asie du Sud-Est, contre le Kampuchea. Et c'est à fin qu'ils ont exigé que soit augmenté le budget militaire de chaque pays.

Et pas plus en novembre qu'avant, les Roumains n'ont cédé. En termes toujours polis (mais qui s'expliquent aisément en raison des pressions auxquelles la Roumanie est soumise) mais fermes, Ceaucescu a déclaré à son retour de la session : « *Nous n'avons jamais cédé et nous ne céderons à personne le droit d'engager l'armée roumaine dans une action militaire* ».

Et il a précisé : « *Les moyens dont le Pacte de Varsovie et l'OTAN disposent dépassent de beaucoup le nécessaire... Le maintien des capacités de défense doit avoir un caractère raisonnable, de sorte qu'il ne pèse pas sur le peuple* ». Voici parfaitement dénoncé le double jeu des dirigeants soviétiques qui, d'un côté, parlent de désarmement et, de l'autre, font pression sur les pays du Pacte de Varsovie pour qu'ils renforcent leur armement !

En plus, le Kremlin voudrait bien pouvoir agir en Roumanie même, comme bon lui semble. Depuis un certain temps, il demande que ses troupes et son matériel militaire à destination de la Bulgarie puissent traverser la Roumanie. Mais cette demande, réitérée en mai dernier, s'est opposée au même refus des dirigeants roumains.

Les fruits de l'indépendance

Parmi tous les pays membres du Pacte de Varsovie et du Comecon, la Roumanie est sans conteste celui qui connait le moins de difficultés. Et il n'est pas besoin de se creuser longtemps la tête pour savoir pourquoi ! La Roumanie est le seul pays à *oser* défendre *fermement* ses intérêts nationaux.

Et les faits sont là : de toute l'Europe de l'Est, la Roumanie est le seul pays :

— dont le développement économique atteigne 10 % par an en moyenne ;

— où le niveau de vie populaire progresse de 8 % par an environ ;

— qui ait une balance commerciale équilibrée avec l'URSS, alors que le déficit des autres pays, de 1,7 milliard de roubles en 1977, est en augmentation constante ;

— qui ait une balance commerciale équilibrée avec l'Europe de l'Ouest (déficit des autres pays : 3,9 milliards).

En plus, la Roumanie est le seul pays où les dirigeants soient assurés du soutien du peuple au moins en ce qui concerne la politique extérieure.

Depuis vingt ans, ceux-ci ont fait la preuve de leur fermeté sur leur défense de l'indépendance. Leur position n'a pas varié d'un pouce, elle correspond aux intérêts suprêmes du peuple et de la nation, et elle exprime la volonté populaire de ne pas subir, aussi longtemps que par le passé, une domination étrangère.

Ces derniers mois, on a constaté une détérioration des relations soviéto-roumaines. Mais la cause n'en est pas une imaginaire attitude provocatrice de Ceaucescu. En réalité ces relations se dégradent au rythme des ambitions et de l'agresssivité croissante de l'Union soviétique de Brejnev.

Jean SCHUBERT

→

Résister à l'hégémonisme

Résister à l'hégémonisme soviétique – voilà qui n'est pas si facile quand il s'agit d'un petit pays comme la Roumanie, d'un pays qui, de plus, a une frontière commune avec l'Union soviétique... Il ne suffit pas, même si c'est l'essentiel, de miser seulement sur la mobilisation et l'armement du peuple – car la résistance à l'hégémonisme a aussi une dimension internationale : pour être victorieuse, la politique de résistance doit tendre à l'union entre toutes les forces qui poursuivent le même but et à l'utilisation de toutes les fissures qui apparaissent entre les ennemis – pour isoler au maximum l'adversaire.

La Roumanie entretient avec l'URSS des relations qui peuvent paraitre étroites si l'on se contente de compter les rencontres au sommet Ceaucescu-Brejnev. Mais en vérité, il faut bien comprendre que ces relations ne sont guère une concession à Brejnev : la Roumanie n'a pas intérêt à une rupture brutale avec le Kremlin, qui en prendrait aussitôt prétexte pour l'envahir. Mieux vaut, au contraire, essayer de lier les mains à Brejnev en lui faisant signer des déclarations stipulant le droit à l'indépendance des nations et le principe de l'égalité entre les États. Cela ne l'empêchera pas de déclencher une agression, si sa logique impérialiste l'y pousse – mais cela rendra sa tâche plus difficile...

La Roumanie a aussi des relations avec les USA, non qu'elle ne considère pas ceux-ci comme impérialistes. Mais il est certain que ces relations, dont la première manifestation éclatante a été le voyage de Nixon à Bucarest en août 1969, contribue à isoler le Kremlin dans son activité anti-roumaine : c'est une utilisation judicieuse des fissures existant entres les superpuissances.

Des liens avec le Marché commun

Avec les pays d'Europe de l'Ouest, la Roumanie a également développé ses liens – dans le même but de faire un contre-poids à la menace soviétique. Et parmi ces pays, la France joue un rôle privilégié, depuis longtemps, en raison de la politique d'indépendance de De Gaulle. La visite en France en 1964 du premier ministre roumain de l'époque, Maurer, fut considérée unanimement comme un coup porté à l'hégémonisme russe – de même, d'ailleurs, que la demande que Ceaucescu vient de formuler, d'avoir des liens avec le Marché commun.

Aux côtés des non-alignés

Mais le point essentiel de la politique extérieure roumaine, c'est son engagement aux côtés des non-alignés. Certes, la Roumanie ne fait pas formellement partie du mouvement, du fait qu'elle est membre du Pacte de Varsovie, mais elle y est associée et soutient entièrement sa lutte antihégémonique, anti-impérialiste et anticolonialiste.

La Roumanie et le Cambodge

Son attitude envers le Cambodge est à cet égard caractéristique. Dès la constitution du gouvernement royal d'Union nationale sous la présidence de Sihanouk, en 1970, elle l'a reconnu et lui a apporté son soutien – alors que, dans le même temps, l'Union soviétique (et ceux qu'elle forçait à la suivre) déversait des seaux d'injures sur Sihanouk et maintenait ses relations diplomatiques avec le fantoche Lon Nol. Une fois chassés les Américains et fondé le Kampuchea démocratique, la Roumanie lui a accordé, conformément à ses principes, son plein soutien. N'est-il pas significatif que Ceaucescu soit le seul chef d'État étranger à s'être rendu à Phnom Penh depuis 1975 ?

Et face à l'agression dont le Cambodge vient d'être victime, l'attitude de la Roumanie a été claire et nette : la subversion et l'agression contre un pays socialiste ne peuvent en aucun cas être approuvées.

Avec la Chine

Par ailleurs, la Roumanie a attaché une importance pariculière à ses relations avec la Chine, et on le comprend aisément, vu la position fermement antihégémonique de cette dernière et son poids dans l'arène internationale. Dès les années soixante, le Parti roumain avait déployé maints efforts pour empêcher le Parti soviétique de faire condamner le Parti communiste chinois au sein du Mouvement communiste international. Et après 1968, les relations entre les deux pays se sont resserrées : Ceaucescu a été à deux reprises en Chine, en 1971 et en 1978, et Hua Guofeng s'est rendu en Roumanie en août 1978, à la grande satisfaction des dirigeants et du peuple roumains.

Et si cette visite n'a pas plu à certains, ils doivent savoir que la Roumanie est encore maitresse chez elle et qu'elle entend le rester.

Pour la liberté et l'indépendance des peuples

La Roumanie se tient résolument aux côtés des peuples qui luttent pour l'indépendance et des conditions de vie nouvelle. Ceci, Ceaucescu l'a exprimé avec force dans tous ses discours – et notamment dans celui qu'il a fait lors de sa visite au Kampuchea (Cambodge) les 28-30 mai derniers.

Sans doute, ses déclarations peuvent-elles, à première lecture, sembler bien générales. Mais prenons-y bien garde ! Chaque mot a son poids. Par exemple, quand Ceaucescu évoque les relations avec *« tous les pays socialistes »*, cela veut dire qu'il refuse de se lier unilatéralement à l'URSS – comme celle-ci le voudrait, mais qu'il veut aussi avoir des relations avec la Chine et le Kampuchea. Et l'on percera tous les mystères de ce langage « diplomatique » en comparant la chaleur avec laquelle Hua Guofeng a été reçu à Bucarest avec la froideur avec laquelle Brejnev a été salué tout récemment quand il a traversé la Roumanie.

Extrait d'un discours de Nicolae Ceaucescou

« Dans le monde s'affirme avec toujours plus de force la volonté des peuples de mettre complètement fin à la politique impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste.

On voit en même temps s'intensifier la politique visant le partage du monde en zones de domination et d'influence. Ceci impose l'union de toutes les forces progressistes, anti-impérialistes aux fins d'empêcher l'aggravation du climat international, et de promouvoir une politique nouvelle, d'égalité entre les nations, de respect de l'indépendance de chaque peuple. L'instauration de la paix et de la sécurité mondiales est conditionnée par l'établissement ferme des relations internationales sur les principes de la pleine égalité des droits, de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'avantage mutuel, du renoncement à la force et à la menace d'y recourir, du respect du droit qu'a chaque pays d'édifier lui-même la voie de son évolution sociale et politique. La Roumanie socialiste s'emploie à promouvoir sans faille dans ses rapports avec les autres États tous ces principes, qui s'affirment avec toujours plus de force dans la vie politique mondiale.



Le 16 août à Bucarest, pour saluer l'arrivée du président Hua, plusieurs centaines de milliers d'habitants se sont massés le long de la route du parcours. Partout la population roumaine a accueilli avec chaleur le président Hua Guofeng. Notre photo : sur la place de la victoire le président Hua et le président Ceaucescu exécutent la danse « Hora », danse de l'amitié. On ne peut s'empêcher de comparer la chaleur de cette visite avec la froideur avec laquelle Brejnev a été salué quand il a traversé la Roumanie.

Nous attachons, comme il est d'ailleurs naturel, une attention particulière au développement de l'amitié, de la collaboration et de la solidarité avec tous les États socialistes. De même, nous renforçons notre solidarité avec les pays en voie de développement, avec les pays non-alignés qui se lèvent contre la politique impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste, pour l'égalité pleine et entière entre toutes les nations. Nous élargissons en même temps nos relations avec les pays capitalistes développés, avec tous les États, sur la base des principes de la coexistence pacifique. (...)

L'intérêt vital des peuples est de coopérer, dans une unité toujours plus forte, en vue d'éliminer les séquelles de la domination impérialiste, pour consolider leur indépendance et leur souveraineté nationales, édifier une vie nouvelle, dans la liberté et l'indépendance.

Pour l'édification avec succès d'une société nouvelle, socialiste, il est nécessaire d'assurer le renforcement de la souveraineté et de l'indépendance nationale, l'affirmation libre de la force créatrice du peuple, de sa volonté et de ses aspirations fondamentales. Ceci exige en même temps l'instauration d'une paix durable dans le monde qui permette la concentration de l'énergie du peuple vers son essor économique et social rapide, vers l'élévation de son bien-être et de son bonheur. Voilà pourquoi nous considérons qu'entre les pays socialistes doivent se développer des relations d'un type nouveau, basées sur la pleine égalité, sur le respect de l'indépendance de chaque nation et qui constituent un modèle de coopération et d'amitié entre les peuples ».

L'expérience yougoslave

Face à l'hégémonisme soviétique, la Yougoslavie est, dans une certaine mesure, dans une situation moins difficile que la Roumanie, du fait qu'elle n'est pas membre ni du Pacte de Varsovie ni du Comecon. Mais ceci n'empêche pas Brejnev d'être très exigeant à son endroit. Ainsi lors des entretiens de fin 1976 entre Tito et Brejnev, ce dernier demanda aux Yougoslaves des facilités pour la marine soviétique dans les ports yougoslaves, un droit de survol de la Yougoslavie par l'aviation soviétique, la création d'une Association d'amitié avec l'URSS en Yougoslavie, etc. En plus, il se livra à des critiques sévères de l'économie yougoslave. De quoi se mêle-t-il donc ? Toutes ses demandes ont été rejetées par Tito : depuis longtemps, la Yougoslavie a fait la preuve qu'elle n'est pas prête à brader son indépendance, et elle a acquis une riche expérience de la résistance à l'hégémonisme et à l'impérialisme.

Subversion soviétique en Yougoslavie

Depuis longtemps, le Kremlin infiltre ses agents en Yougoslavie. Connus sous le nom de « kominformistes », ceux-ci tentent de semer le trouble pour préparer à leur manière l'heure de la succession de Tito, déjà âgé de 86 ans.

En 1974-1975, un certain nombre de « kominformistes » ont été arrêtés : ils avaient tenté de fonder en Yougoslavie un parti pro-soviétique clandestin, en liaison avec des émigrés résidant à Prague et à Kiev. Le matériel de propagande qu'ils se préparaient à diffuser venait d'ailleurs tout droit d'URSS.

En novembre 1977, un gros bonnet du réseau de subversion anti-yougoslave de Kiev, Pérovic, a été arrêté en Yougoslavie et il a été sévèrement condamné le 22 mars 1978 au terme d'un procès à huis clos à Belgrade. A bon entendeur, salut !

Le non-alignement

La politique extérieure yougoslave axée autour du concept de « non-alignement » (refus de faire partie d'un bloc militaire) est le prolongement direct de la lutte de la Yougoslavie pour l'indépendance. Voici comment Tito définit et conçoit le non-alignement :

« Par son essence socio-historique, la politique de non-alignement est anti-impérialiste et anti-hégémoniste. C'est pourquoi elle n'est pas et elle ne saurait être l'instrument de qui que ce soit, la réserve de qui que ce soit, de quelque autre politique que ce soit. Comme je l'ai dit, cela s'explique par le fait même qu'elle est issue de la lutte pour l'indépendance et l'égalité en droits des peuples. Son caractère anti-impérialiste est objectivement fondé, qu'on le reconnaisse ou non ». (1974)

« Je tiens a souligner que toute tentative pour diviser le mouvement du non-alignement en groupes " progressiste et conservateurs ", pour composer une sorte de " noyau progressiste " pour diriger d'autres pays, constitue une attaque sur l'essence démocratique et les relations démocratiques de ce mouvement. Cela ne peut que renflouer les blocs au détriment de l'indépendance des pays non-alignés et faire peser de graves dangers sur la paix en général ». (1978)

La défense populaire généralisée



Au lendemain de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie, les dirigeants yougoslaves — tout comme les dirigeants roumains — ont pris très rapidement des mesures pour faire face à une éventuelle agression contre leur pays. En mars 1969, un loi a été promulguée qui instaure un système de « défense populaire » reposant sur la mobilisation de tout le peuple face à l'agression : organisation de milices armées, prêtes à se battre, dans toutes les usines, tous les quartiers, etc.

Ce sont ainsi quelque 80 % de la population qui doivent être prêts à seconder l'armée (230 000 hommes) sur tout le territoire.

Précisons également que pour son armement, la Yougoslavie compte principalement sur ses propres forces.

«Une ville à prendre»

L'URP-CFDT vient de sortir un film «Une ville à prendre». C'est la première fois depuis «La vie est à nous» produit par le PCF dans les années 30 qu'une organisation finance un film qui ne se revendique pas film militant. Claire Masson a eu un entretien avec Patrick Brunie, réalisateur du film



Une image du tournage. Nanterre, la solitude immense de l'homme dans les villes de béton.

« L'idée de départ est simple : on a créé une section syndicale CFDT des travailleurs du film ; il faut savoir que dans le spectacle, il y a une Fédération du spectacle unique qui est l'équivalent de la Fédération du livre, où il n'était pas question de voir apparaître un autre syndicat. Est-ce qu'on a eu raison ou est-ce qu'on a eu tort ? On a eu besoin, à plusieurs, à un moment, de créer une section CFDT.

Cette section existe maintenant, elle n'est pas très puissante mais elle a le mérite d'exister et de se développer (...). On essaie de faire naître l'idée que, peut-être, nos moyens d'expression ne sont pas toujours adaptés aux moyens du pouvoir et qu'on donne un peu l'impression de se bagarrer avec des frondes contre un pouvoir qui est organisé, c'est une image que je prends, parce que tu verras, il y a dans ce film une image qui plait beaucoup, qui est un moment de distanciation très important où un Don Quichotte apparaît sur le parking de Beaubourg et part à l'assaut de Beaubourg dans un cri fantastique...

Donc ce syndicat existant, on a eu des rapports comme ça, et puis un jour, la Fédération a reçu un petit papier demandant : *« Est-ce qu'il serait possible de chiffrer un film d'une demi-heure par rapport au congrès URP, relatant à travers une volonté de politique interprofessionnelle, les problèmes du cadre de vie, du travail, du tertiaire, de l'immigration, etc., à travers la région parisienne ».*

(...) Donc, on a chiffré ce film d'une demi-heure sans compter le faire d'ailleurs et ils ont demandé à nous rencontrer et c'est moi qui suis venu, j'ai rencontré Louis Bouyer, le responsable de la région parisienne CFDT, et j'ai rencontré un monsieur qui m'a étonné par le fait qu'il m'a tout de suite dit : *« Oui, on est plusieurs à aimer le cinéma à l'URP et on a pensé qu'on représente tout de même une connaissance, un vécu, une culture et qu'il était important d'essayer de faire apparaître, de montrer différemment le visage des travailleurs, ce qu'ils vivent tous les jours, les problèmes que nous connaissons, les différentes réalités, peut-être utiliser l'image que nous aimons beaucoup pour montrer quelque chose ».* Moi, ça m'a beaucoup plu car il y avait, dans cette rencontre, le fait de dire : on ne veut pas, nous, en tant qu'organisation, faire un film qui prouve des choses, un film sur l'organisation, sur ce qu'on est, mais un film qui va montrer une réalité, la nôtre.

(...) Pour le scénario, j'ai proposé tout de suite à Bouyer de créer très vite un collectif d'écriture. On a toujours essayé de démythifier la notion d'auteur.

A travers ce film, on a, nous, mené une bagarre syndicale, non sans contradictions, pour essayer de faire apparaître des données syndicales importantes pour nous. Des données sur lesquelles on se bat, c'est-à-dire hiérarchie des salaires mais aussi hiérarchie formelle parce qu'on a souvent une fausse image du cinéma, le cinéma est encore une structure très féodale où malgré les apparences de l'équipe, la hiérarchie est très, très forte et même beaucoup plus démagogique que dans d'autres secteurs. On a d'emblée opté pour des données très importantes, on a aboli la hiérarchie des salaires, tout le monde a été payé pareil, avec un calcul sur la durée du travail, tentative et réussite partielle d'une gestion collective du devis, de l'argent (....).

J'étais persuadé en tant que cinéaste que le fait de travailler à la CFDT allait m'ouvrir des décors, allait m'amener directement des réalités, allait me faire découvrir des images fantastiques, mais ce film s'est préparé de manière tout à fait traditionnelle, si on peut dire, parce que la structure a été à la limite incapable de m'apporter des images. Les

→

images, il a fallu qu'on les trouve tout seuls avec le copain qui a préparé le film avec moi. Comment ça c'est passé : l'URP m'a envoyé avec des responsables de secteur partout et ces responsables qui étaient très chouettes, qui me racontaient leur réalité ne m'apportaient pas d'images. Ils m'apportaient une connaissance globale d'un secteur, mais pas d'images, et ce n'est que quand j'ai pu descendre vraiment dans les réalités, par *« Donnez-moi des images, donnez-moi des gens que vous connaissez, donnez-moi des secteurs où il se passe quelque chose »* que peu à peu, j'ai pu approcher les gens et commencer à rencontrer des images. Donc, ça a été une longue bagarre où, quand même, le scénario s'est construit à partir de cette première étape.

(...) Moi, je tenais beaucoup à ne pas finir ce film, à ne pas le faire évoluer sans avoir des discussions collectives avec des gens qui y ont participé notamment. Et ça a été quelque chose car on a fait deux ou trois projections collectives avec des gens qui ont apporté beaucoup.

(...) Il y a eu même des débats, il n'y a pas la même appréhension des choses. Il y a une anecdote qui est importante, il y a eu toute une discussion à travers le personnage de Don Quichotte justement : Don Quichotte, il y a des gens qui le ressentaient très mal, et je peux dire, des responsables, parce que c'est une image qui inspire le rire et le dérisoire et des gens ont dit : *« Oui, Don Quichotte, c'est méprisant pour la CFDT, c'est un rire, c'est démobilisateur »*, et là ça a été le seul moment où il y a eu un petit peu un conflit esthétique et moi j'ai voulu le garder absolument... et le jour du congrès, c'était vraiment la première, Don Quichotte a fait un malheur : ça a été un tollé général, participation, applaudissements et depuis ça devient l'image fétiche.

(...) Au congrès, tu t'imagines, le congrès était déjà houleux, et présenter en séance plénière le film, le deuxième jour avant le vote sur le rapport d'activité, moi je ne voulais pas, j'avais refusé de prendre partie, mais j'étais content car c'était important, j'allais au casse-pipe, mais j'y allais quand même de bon cœur. C'était dur quand Vidal a présenté le film à la tribune, il y a un mec dans la salle qui a crié combien ça a coûté ? Et quand il a dit 15 millions, il y a des mecs qui ont crié Hollywood...

Alors qu'on s'est vraiment autoexploités pendant un an ! Pendant un quart d'heure, les gens, menés par une salle, ont pris le film à rebrousse-poil, en provoquant, mais peu à peu, ils sont rentrés dans le film et à la fin il n'y a pas eu une réaction contre... Vraiment, c'était une victoire et depuis c'est une bonne expérience... Les militants CFDT disent aujourd'hui : *« Notre film... »*

Nous publierons dans une prochaine édition la critique de ce film

MIEUX VAUT EN RIRE !

La démocratie dans les pays de l'Est

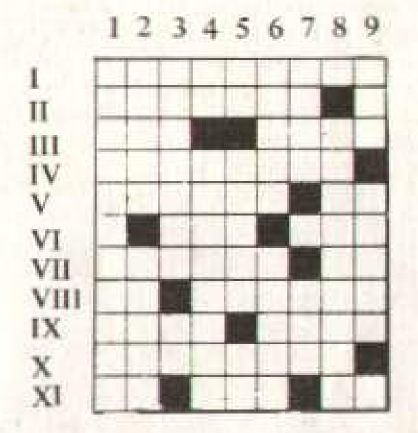
Quelle a été la première élection à la Brejnev (ou à la Husak) ?
– C'est quand Eve a choisi son mari Adam.

Un bureau de vote en Tchécoslovaquie. Chaque électeur vient prendre une enveloppe cachetée, signe un registre et dépose l'enveloppe dans l'urne.
A un moment, un électeur se met à ouvrir l'enveloppe.
– Eh, lui lance le président du bureau de vote, arrêtez ! Vous n'avez pas à ouvrir l'enveloppe ! Vous ne savez pas que l'on vote à bulletin secret, ici ?

Un journaliste veut faire une enquête sur la conception du bonheur qu'ont les différents peuples. Il va interviewer un Belge, un Anglais, puis un Russe.
– Mon plus grand moment de bonheur ? lui répond celui-ci. C'est quand, vers six heures du matin, on sonne à la porte, que je me lève pour aller ouvrir, que je vois devant moi deux ou trois grands messieurs vêtus de gabardines grises et de grands chapeaux, que l'un d'eux me demande d'un ton brusque : Ivan Ivanovitch, c'est vous ? et que je peux lui répondre : Non, il habitait ici avant, mais il a déménagé...

A LA CROISEE DES MOTS

JEAN HARDY



HORIZONTALEMENT

I – Ils font les frais des ruades. II – Baies noires rafraichissantes. III – Pas flou. Parfume certaines boissons. IV – Général ou absent, c'est militaire. V – Qualifie de plus en plus l'habitat. Loin du sol. VI – Fluide gazeux. Supplice. VII – Cervidés lapons. Affirmatif à Moscou. VIII – Parfois à moelle. Né de la même mère. IX – Se servir. Il y en à neuf... X – Ville des Canaries. XI – Préposition. Certain. Connu.

VERTICALEMENT

1. Suspension des paiements – 2. A une bonne rate. Crochets – 3. Il était fier. Préposition – 4. Négation. Rigoles – 5. Symbole chimique. Signe d'imprimerie. Petit cours – 6. Prénom masculin. Châtier – 7. Courroie. Région du Maroc – 8. Exposé à certaines radiations – 9. Tamis de crin. Mamifères ruminants.

Renaud : un chanteur à connaitre

Le phénomène Renaud existe-t-il ? Renaud est-ce le gavroche, le titi parisien qu'on nous présente ou encore le porte-parole des loubards, des zonards ? On serait tenté de répondre par l'affirmative d'après ce qu'on a entendu de lui à la radio. Car le Renaud de la radio, c'est avant tout *«Laisse béton »* et *« J'suis une bande de jeunes à moi tout seul »*.



Mais Renaud, c'est autre chose. On gagne à mieux connaître ses autres chansons. Bien sûr, ce n'est pas un chanteur engagé ni un chanteur révolutionnaire. Il ne revendique, du reste, nullement cette étiquette. Il témoigne de certaines réalités de la société, il se fait l'écho de sentiments de classe, d'antiracisme qui tranchent des mièvreries de Juvet ou des chansons acidulées de Dave, par exemple.

Sur une mosaïque de morceaux d'accordéon, de java, de banjo, d'harmonica ou même de blues, il démystifie l'image du *« casseur »* que la bourgeoisie propose à une certaine catégorie de jeunes.

Dans *« Buffalo débile »* il ironise sur le petit truand qui accomplit *« le plus grand hold-up du siècle en cassant à coups de burin un parcmètre »*. Certes, il égratigne un peu le « petit truand » au passage, mais il s'attaque surtout à la presse à sensation qui étale savoureusement ces actes de vandalisme.

Dans *« Les charognards »* il aborde aussi le problème de la délinquance. Il ne cherche pas à l'expliquer, il en parle parce qu'elle est réalité. *« A la Courneuve, y'a pas d'école y'a que des prisons et du béton »*. Dans cette chanson, un jeune après un braquage raté est abattu par un flic. Renaud ne se prononce pas sur un hold-up, il ne retient qu'un fait *« les flics assassinent »*.

Des anciens paras accourent autour du cadavre comme des vautours et se répandent en propos racistes sur *« les bicots qui sont toujours là quand il y a un coup »*. Renaud n'est plus ici le chanteur-loubard qu'on veut nous présenter, il se plante en tant qu'antiraciste ; il exprime sa haine des colonialistes français qui qualifie *« les Vietmins et les Arabes pires que de la racaille »*.

Cependant, Renaud ne chante pas que la délinquance et les problèmes qui s'y rattachent. Il est aussi drôle. Certaines de ses chansons sont émaillées de jeux de mots : *« C'est hilarant... de la Baltique »*. Au style décontracté succède le côté tendre, humain : *« C'est Pierrot, le fou de la bécane, qui s'est planté sur l'autoroute un jour de pluie »*, *« c'est aussi le vieux pote Lucien »* qu'il est heureux de retrouver.

Il sait aussi trouver des formules lapidaires pour exprimer en ironisant les conditions de vie des travailleurs : *« mon HLM c'est pas Byzance »*, *« la France est une banlieue merdique »*.

Mais parfois, ses propos sont vraiment ambigus. Dans *« Adieu Minette »*, il s'en prend à une jeune en tant que représentante de la bourgeoisie, mais aussi en tant que femme, en tant qu'être « secondaire ». A chaque fois qu'il évoque une femme, c'est bien souvent toutes les images réactionnaires qui reviennent. De même, il apparait bien souvent comme « anti-vieux ». En général, les seuls qui peuvent avoir une bonne réaction sont les jeunes, et quand il parle des vieux, pour lui, cela ressemble bien souvent à « vieux con ».

Nathalie VILLOTIERS

TELEVISION

en avant-première «Semblables et différents»

Les maladies mentales et leur traitement

«Entre 4 murs»
1er février à 14h

«Derrière le mur»
15 février à 14h

«La porte ouverte»
8 février à 14h

On parle trop souvent des « fous » sur le ton de la plaisanterie. On se fait une certaine idée des malades mentaux.

La caméra de l'émission de télévision « Aujourd'hui madame » nous donnera l'occasion de rencontrer des malades mentaux. Beaucoup de téléspectateurs ont écrit et insisté pour qu'on parle d'eux. Le mérite de cette émission, c'est d'avoir abordé le problème en donnant la parole aux malades mentaux eux-mêmes, en les écoutant.

Au début, l'émission fait un rapide point sur la folie et son traitement depuis le Moyen Age. Pendant très longtemps a persisté la théorie du grand enfermement. Il n'y avait pas d'hôpital, mais des maisons où l'on enfermait pêle-mêle les asociaux, les paysans ruinés devenus vagabonds.

Il y a eu les aliénistes qui ont séparé les fous des non-fous c'est-à-dire ceux qui pouvaient travailler de ceux qui n'en étaient pas capables. Les malades mentaux étaient enchainés et subissaient des soins pour le moins brutaux. Il a fallu attendre le docteur Pinel en 1792 pour que les malades soient délivrés de leurs chaines.

Pendant longtemps, on les a soignés à coups de traitements de choc.

La première partie nous montre surtout des hôpitaux de type classique avec interviews des directeurs qui expliquent que les soins comprennent principalement le repos et les calmants neurologiques. Un malade peut être interné dès l'instant où il est considéré comme dangereux pour lui-même ou pour son entourage. Définition assez vague pour permettre toute sorte d'abus.

Chaque partie du film, outre des entretiens avec des psychiatres et des malades comprend des visites à des centres de soins. On peut voir de nouvelles façons de soigner les malades ; ainsi une infirmière explique que le fait de donner des soins esthétiques aux malades (femmes) constitue un pas vers une ouverture.

De plus, cela est une occasion de discuter entre les malades et l'infirmière. Soigner et comprendre. Or, pour comprendre, il faut pouvoir communiquer et c'est le plus gros problème des malades mentaux. Ils accomplissent des activités variées, les uns font du cheval, d'autres de la danse en particulier pour les psychotiques. L'accent est mis sur l'harmonie du corps.

Ces activités sont principalement développés par certains chefs de secteur. Ils s'efforcent de garder les malades le moins longtemps possible à l'hôpital psychiatrique ou de les admettre directement dans des structures plus ou moins ouvertes. Les malades viennent se soigner et peuvent repartir chez eux lorsqu'ils vont mieux. L'accent est mis sur le centre de Grenoble-St-Égrève. Dans ce centre, les gens sont soignés au moyen d'activités multiples : construction et entretien du foyer, travail dans une ferme, ateliers peinture. Ces activités pratiquées en groupe avec infirmiers et médecins permettent aux malades d'avoir une vie sociale et favorise les échanges entre eux.

L'avantage de ce système c'est la possibilité de faire que le malade puisse facilement retrouver son milieu.

Mais la psychiatrie de secteur peut être amenée à intervenir de façon excessive sur des motifs très divers chez des travailleurs supposés être malades ou sur simple plainte d'un voisin, d'une assistante sociale. Cela signifie que plus qu'avant, la psychiatrie peut être utilisée contre les travailleurs comme solution à toute sorte de problèmes sociaux.

Par cette émission très intéressante, nous entrons dans un monde, fermé jusqu'alors, où souvent sont rejetés des travailleurs qui ont du mal à s'adapter à une société de plus en plus dure.

Il faut regretter qu'on ne montre pas assez la difficile réinsertion des malades mentaux guéris, ni les risques d'isolement encore plus grands pour les malades mentaux.

Léon CLADEL

CONCOURS PHOTO



Nous avons sélectionné cette photo. Elle a été prise par Fred, Paris 19e. Elle représente la rénovation dans le quartier de Belleville. Nous encourageons nos lecteurs à participer à ce concours. Les phots publiées sont primées.

MESSAGERS DE L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES CHINOIS ET AMERICAIN

Anna Louise Strong



Photo prise en 1947 à Yan'an (Yénan) avec la journaliste Anna Louise Strong.

« La camarade Anna-Louise Strong a été une digne fille du peuple américain et une amie sincère et dévouée du peuple chinois. Elle a recherché le progrès toute sa vie et savait qui elle devait aimer et qui elle devait haïr ».

C'est en ces termes que le grand poète chinois Kuo Muo-jo rendait hommage à la révolutionnaire américaine décédée en Chine en mars 1970, à l'âge de 84 ans.

Militante de la première heure, elle avait lutté activement contre le déclenchement de la Première Guerre mondiale, participé à la grande grève générale de Seatle en 1919. Dès 1921, elle visite l'Union soviétique et pendant plus de vingt ans appellera par ses écrits à soutenir la Révolution bolchevique. 1925 marque son premier voyage en Chine pour un reportage sur la grande et célèbre grève de Hong Kong. En 1927, elle sillonne les provinces du Hounan et salue *« la puissance des nouvelles forces qui montent en Chine parmi les ouvriers et les paysans »*... ce sont ces paysans prédit-elle *« qui auront le courage d'amener leur pays de l'âge féodal au monde moderne »*.

Survient la guerre antijaponaise. Anna-Louise Strong revient à deux reprises en Chine et popularise la lutte dirigée par le Parti communiste chinois. 1946 la voit à Yenan où Mao Zedong la reçoit et dans un entretien avec elle popularise la thèse célèbre selon laquelle *« tous les réactionnaires sont des tigres en papier »*.

En 1958, déjà âgée de 72 ans, elle revient en Chine et s'y installe définitivement. Elle publie alors régulièrement ses célèbres *« Lettres de Chine »* où, dans un style alerte et enthousiaste, elle popularise jusqu'à sa mort les brillantes réalisations de la Révolution chinoise tout en continuant à suivre de très près les luttes de classe du peuple américain.

Edgar Snow



Le président Mao et Edgar Snow en 1936.

Dans les années 1930, un jeune homme de 22 ans, frais émoulu de l'école de journalisme débarque en Chine où il travaille pour diverses publications américaines. En 1936, il a le courage d'aller *« sur l'autre rive du grand fleuve »* pour enquêter dans les bases des « bandits rouges » qui dirigent la Révolution chinoise. Assoiffé de vérité et de justice, il consigne par écrit tout ce qu'il a vu, entendu et compris auprès d'eux dans son premier livre qui reste un ouvrage de références induscutables sur la vie dans les zones libérées : *« Étoile rouge sur la Chine »* qui deviendra un best-seller dans le monde entier.

Il se lie d'amitié avec Chow Ching Ling qui travaille à Shanghaï envahie par l'armée de Tchang Kaï-chek et les militaristes japonais et lui apporte une aide multiforme et courageuse. A Yenan, où il séjourne longuement, il a de longues heures d'entretien avec Mao Zedong et Zhu Enlai. Par la suite, il effectue des séjours réguliers en Chine populaire dont les plus hauts dirigeants le reçoivent toujours avec une profonde et sincère amitié. Il est mort en Suisse, terrassé par un cancer le 15 février 1972, quelques jours à peine avant l'arrivée de Nixon à Pékin qui ouvre une étape nouvelle à la cause pour laquelle il avait voué toute sa vie : le resserrement des liens d'amitié entre les peuples chinois et américain. Jusqu'à son dernier souffle, il avait gardé le lien avec la Chine qu'il avait si bien servie par l'intermédiaire de l'équipe de médecins et d'infirmières que le gouvernement chinois avait dépêchés à son chevet.

Grace et Max Granish

Au printemps 1936, un couple d'Américains d'une quarantaine d'années arrive à Shanghaï. Ce sont Max et Grace Granish qui publient aussitôt un périodique *« La Voix de la Chine »*, qu'ils présentent en ces termes :

« De la Chine complexe, en pleine effervescence s'élèvent bien des voix... cependant, au-dessus de toutes ces voix, nous entendons celle des étudiants et du mouvement de libératiion nationale qui, défiant tout ce vacarme, réclame que le gouvernement s'unisse au peuple pour sauver la nation de la main des agresseurs. « La Voix de la Chine », compte tendre l'oreille à toutes ces voix, les traduire et les présenter au monde entier ».

Dès lors, la revue parait deux fois par mois, en anglais. Les articles affluent de toute la Chine, condamnant l'agresseur japonais. La revue publie de nombreux articles de Lou Sin. Elle devient vraiment ce que son nom proclamait : la voix de la douleur et de l'espérance des années où la nation chinoise luttait pour sa survie.

Contrainte par les Japonais de cesser sa parution le 1er novembre 1937 son dernier numéro reproduit un éditorial : *« Aucun endroit n'est à l'abri »* et un article : *« Une Nation combat pour la liberté »*.

Grace et Max Granish retournèrent alors aux USA. Ils ne purent revenir en Chine qu'en 1971, déjà âgés de 74 et 75 ans. Ils y furent accueillis en vieux et loyaux amis et, de retour chez eux, multiplièrent les conférences enthousiastes sur les réalisations de la Révolution chinoise. C'est au retour de l'une d'elles que Grace Granish devait trouver la mort dans un accident de voiture.

Messagers de l'amitié entre les peuples chinois et américain

Le prochain voyage de Deng xiaoping aux USA va confirmer avec éclat le cours nouveau pris par les relations sino-américaines. A cette occasion, il nous a paru bon de rendre hommage aux représentants du peuple américain qui ont milité toute leur vie en faveur de l'amitié entre les peuples chinois et américain

William H. Hinton

William Hinton est né à Chicago en février 1919. En 1937, il effectue son premier voyage en Chine. D'abord objecteur de conscience en 1941, il décide de s'engager à la suite de la lecture du livre d'Edgar Snow « Étoile rouge sur la Chine ». En mai 1945, officier américain, il se retrouve en Chine et connait de près le Kuomingtang.

En 1947, en opposition à l'administration américaine, il s'engage comme tractoriste au service du gouvernement chinois. De 1948 à 1953, il est instructeur agricole puis enseigne l'anglais dans une université proche du village de la « Grande Courbe » dont il décrit de manière extraordinaire les transformations politiques, économiques et sociales dans son célèbre ouvrage « Fanshen », interdit pendant six ans aux USA. Retourné aux USA en 1953, il sera victime de la *« chasse aux sorcières »* de Mac Carthy.

Il partage désormais son temps entre sa ferme expérimentale en Pennsylvanie et la Chine où il est toujours chargé de mission sur le front agricole par le gouvernement chinois. Il a également écrit une histoire de la Révolution culturelle à l'université polytechnique de Pékin : *« La Guerre des 100 jours »*.



Des observateurs américains à Yenan

Pendant la guerre de résistance antijaponaise, des membres du groupe des observateurs de l'armée américaine séjournèrent à Chongqing (Tchongking) et à Yan'an (Yenan). Le président Mao, Zhou Enlai, Zhu De eurent avec eux de longs entretiens et d'observateurs honnêtes, ilsdevinrent des amis fidèles du peuple chinois dont ils avaient suivi de près les souffrances, les luttes et les succès.

L'un d'entre eux, le capitaine Wittlesey, fut tué en 1945 par les Japonais sur les monts Taihang. Zhu De, commandant en chef, baptisa alors la cantine des Américains à Yan'an *« la salle à la mémoire de Wittlesey »*. En 1944, un pilote de l'armée américaine, Olivier Hindsell, blessé au cours d'une mission, fut sauvé par les habitants d'une région libérée. Transféré à Yan'an pour y être soigné, il demeura là jusqu'a la victoire de la guerre de résistance contre le Japon.

En mai 1978, une délégation des anciens observateurs américains à Yan' an, comprenant Paul Domke, John Service, la veuve du capitaine Wittlesey, W. Peterkin, effectuait une longue visite d'amitié en Chine. En les recevant, la veuve du premier ministre Zhou Enlai, Deng Yingchao, s'exclamait : *« Je souhaite que la fleur de l'amitié, cultivée au fil des années de combat, s'épanouisse plus belle encore que cette rose. L'amitié liant nos deux peuples sera transmise de génération en génération. »*

